

LE JEUNESSE ROYALISTE PREFIGURATION DE L'ACTION FRANÇAISE

par François CALLAIS

Dédié à la mémoire de Victor Nguyen.

Résumé

Au fur et à mesure que l'espoir de «bonnes élections» disparaît et surtout après le Ralliement, se forment des groupes recrutés dans la génération du jeune duc d'Orléans, bientôt fédérés dans une Jeunesse Royaliste qui, fidèle à la tradition sociale du légitimisme mais s'opposant aux prudences électoralistes de la plupart des parlementaires, veut tirer parti de l'effervescence nationaliste et antisémite lors de cette fin du XIX^e siècle ; elle sera d'ailleurs la première victime de la «défense républicaine» et, après les procès de la Haute-Cour, devra rentrer dans le rang. Cependant l'Action Française prendra le relais de cette Jeunesse royaliste, adoptera ses slogans, ses méthodes, et restera durablement marquée par son état d'esprit, mais cette fois-ci, bénéficiant d'une équipe prestigieuse dominée par Charles Maurras, elle se rendra maîtresse du mouvement royaliste qui, jusque là assez divers, devra se plier à une sorte de dictature intellectuelle.

Abstract

At the hope of «good elections» gradually vanishes and particularly after the Rallying, groups appear, recruited from the generation of the young Duke of Orleans, soon federated in a young royalist movement which, true to the social tradition of legitimism but against the not catching cautiousness of most members of Parliament, wants to take advantage of the nationalist and anti-semitic effervescence ; at the time of this end of the 19th century ; besides it will be the first victim of the «republican defence» and, after the trials of the High Court, will be compelled to fall back into line. However, the «Action Française» will take over from the royalist youth, adopt its slogans, its methods and remains a long time marked by their state of mind, but this time, with advantage of a prestigious team dominated by Charles Maurras, it will bring under control the royalist movement which, until then rather changing, will have to submit to a kind of intellectual dictatorship.

INTRODUCTION : LA SITUATION DU MOUVEMENT ROYALISTE APRES LE RALLIEMENT

Les mouvements politiques importants se constituent généralement à partir d'organisations plus anciennes qui expérimentent les méthodes, rassemblent les troupes, frayent le chemin qu'empruntera plus tard leurs successeurs.

L'Action Française a connu une semblable préfiguration, c'est la «Jeunesse Royaliste», organisation relativement mal connue qui n'a pas encore, semble-t-il, jamais été étudiée pour elle-même¹.

Il faut se rappeler dans quel pitoyable état se trouvait réduit le mouvement royaliste après l'aventure compromettante du Boulangisme et la trahison du Ralliement. Quand meurt en exil le comte de Paris, en 1894, le royalisme semble condamné à plus ou moins longue échéance. Maurice Barrès ne dépeint royaliste aucun des sept jeunes gens qui, dans *Les Déracinés*², font leur Philosophie au lycée de Nancy en 1879-1880; même pas Saint-Phlin, traditionnaliste mais habitant trop près de Varennes. Léon Daudet affirme, dans *Fantômes et Vivants*³, que parmi les camarades de sa jeunesse «un partisan du Roi était chose inconnue et nous eut fait l'effet d'une bizarrerie... on m'a affirmé qu'il y avait des «Jeunesses Royalistes», c'est possible mais je ne les ai jamais rencontrées. Elles n'avaient pas pénétré les milieux agissants et vivants dont je vous parle. Je n'ai pas souvenance d'avoir aperçu ni au lycée Condorcet, ni à Louis le Grand, ni à l'Ecole de Médecine un seul royaliste, je dis pas un seul. Nous lui aurions monté de beaux bateaux !». Remarquons qu'il y aurait certainement eu plus de royalistes dans les «institutions catholiques» que dans les lycées, à l'Ecole de Droit qu'à celle de Médecine. Quant aux «Jeunesses Royalistes», Léon Daudet ne pouvait guère les rencontrer puisqu'il achevait ses études secondaires en 1885. Retenons cependant ces témoignages sur l'absence des royalistes dans un certain milieu intellectuel et bourgeois.

Politiquement démantelé, intellectuellement assoupi, le royalisme semblait ne plus être qu'«une grande vieille chose morte»⁴. C'est alors qu'apparaît la Jeunesse Royaliste.

I - FORMATION, ORGANISATION ET PROPAGANDE

L'origine des premiers groupes reste obscure, elle semble d'ailleurs l'avoir été également aux contemporains et aux acteurs eux-mêmes⁵. Certaines formations portant le nom de Jeunesse Royaliste apparaissent dans le Midi⁶ dès 1882, 1883 ou 1884, à Paris en 1887, elles n'ont d'ailleurs pas d'éclat particulier et restent isolées. Ce premier groupe parisien semble avoir une existence fugace et c'est seulement le 5 mai 1888 que Roger Lambelin tentait, en réaction contre la confusion boulangiste, de rassembler quelques amis politiques⁷. C'est la Jeunesse Royaliste de Paris qui, la première, s'affirma réellement lors de l'équipée de «Gamelle», en février 1890, provoquant une bagarre au Pont-Neuf, autour de la statue d'Henri IV⁸. Les «trubliions»⁹ inaugurent ainsi les manifestations de rue, une des formes favorites de leur action. L'exemple semble bon et les circonstances heureuses puisque divers groupes se forment en province, alors que s'étoffe la section parisienne.

Une Fédération de la Jeunesse Royaliste de France va s'ébaucher autour du groupe parisien qui célèbre la Saint-Philippe, le 8 mai 1893¹⁰, en présence de déléga-

tions de groupes ouvriers et des sections de Bordeaux, Toulouse, Marseille, Montpellier et Sète. Ce sont les grandes villes du Midi, possédant un quotidien royaliste actif et rebelle au Ralliement qui sont représentées¹¹. Le général de Charette préside et, croyant sans doute s'adresser à ses zouaves pontificaux, place l'assemblée sous l'invocation «de la croix et de la cocarde blanche»¹², tandis que Roger Lambelin, président du groupement, lit une dépêche du comte de Paris : «vous représentez deux forces, la jeunesse et le travail».

Cinq congrès vont se succéder, de 1894 à 1899, chacun représentant un progrès dans l'organisation et dans le recrutement. Celui de 1894 se tient encore à Paris et le Prince lui envoie un assez long message¹³ : «J'attache, en effet, une grande importance au développement de ces groupes qui sont une des manifestations les plus éclatantes de la vitalité de votre parti et auxquels je suis particulièrement heureux de voir associer mon fils aîné. Je n'ai pas à vous rappeler que Monsieur d'Haussonville a été constamment auprès de vous l'interprète de cette pensée. La fermeté avec laquelle vous affirmez vos convictions politiques est la meilleure réponse à ceux qui osent dire que l'esprit monarchique est mort en France. La jeunesse ne s'attache pas à ce qui est mort, car elle représente la vie et l'avenir». Le Prince précise ensuite : «J'approuve bien cordialement votre dessein de vous associer aux fêtes qui s'organisent en France pour célébrer le premier acte de la canonisation de Jeanne d'Arc, votre place est marquée dans ces fêtes. La mémoire de la grande libératrice appartient à tous les Français ; elle doit les réunir dans une pensée commune de patriotisme. Mais il ne faut pas permettre que sa mission naturelle soit dépouillée par l'esprit de parti, du caractère catholique et royaliste qu'elle même lui attribuait». La Jeunesse Royaliste commençait donc son existence sous le double patronage d'Henri IV et de Jeanne d'Arc.

Les lieux de réunion des congrès ultérieurs sont révélateurs de l'importance des groupes qui s'y sont formés : Bordeaux, Toulouse, Rennes, Blois, Montpellier¹⁴. Dès 1895, vingt-six départements sont représentés¹⁵. En 1898, il y a dix-huit groupes parisiens, trente-quatre associations départementales et plus de trente mille adhérents¹⁶. En 1899, il y aurait des sections dans presque tous les départements et au moins trente mille adhérents¹⁷. En fait la répartition est très inégale et les membres actifs évidemment moins nombreux¹⁸. L'importance de la Jeunesse Royaliste va donc devenir primordiale ; elle sera l'avant-garde du parti royaliste¹⁹. Dans un *Projet d'Organisation* émanant du Prince, en 1896, on lit cette appréciation : «C'est pour le moment la seule force existante, la seule force ayant de la vie. Il lui faut un chef nommé par le Roi. Il aurait sous ses ordres tous les présidents des différents groupes... La Jeunesse Royaliste est une force exécutive... celle-ci met au grand jour son drapeau»²⁰.

Les cadres de l'organisation sont formés pour la plupart de jeunes avocats issus de l'Union Monarchiste de la Conférence Molé-Tocqueville²¹. Cette Union Monarchiste avait été fondée en 1883, afin de lutter contre l'influence plébiscitaire au sein de la Conférence Molé, elle-même fondée en 1832 par les frères Bocher, fidèles de la famille d'Orléans²². C'est Berryer qui est le plus souvent invoqué, pour ses pensées :

«Je suis royaliste parce que je suis patriote... Dans l'intérêt de l'héritier il faut préserver l'héritage... Sauver la Société avec la Liberté», mais aussi pour son action en faveur des associations ouvrières pour la «fusion» monarchiste, pour la distinction des libertés réelles, pour son royalisme de raison, n'excluant d'ailleurs pas un attachement très fort à la personne du roi²³. Berryer est certainement une figure exemplaire pour les jeunes avocats de la Jeunesse Royaliste.

Parmi les présidents qui se succèdent à la tête de la Jeunesse Royaliste de France, il y a d'abord Roger Lambelin, une remarquable personnalité²⁴, puis le comte de Bastard, président du groupe de la Sarthe²⁵. La Jeunesse Royaliste de Paris est successivement présidée, après Lambelin, par trois avocats : Paul Bézine, Eugène Godefroy, suppléé pendant son arrestation par Pierre Bertin. Eugène Godefroy semble assez représentatif d'une nouvelle génération puisqu'il avoue : «Je ne suis pas royaliste de sentiment ni royaliste de tradition» et se dit «royaliste de raison»²⁶. Les étudiants sont relativement nombreux et une «Association d'Etudiants Royalistes de Paris» dépend de la Jeunesse Royaliste²⁷. Il existe aussi, un peu partout, des Groupes ouvriers assez choyés, mais le terme recouvre souvent le monde artisanal plus que l'usine et ils sont en concurrence avec les Cercles catholiques d'ouvriers récemment «ralliés»²⁸. L'organisation départementale peut-être plus ou moins complète²⁹ et, depuis 1897, il y a un regroupement régional tenant compte des intérêts économiques et sociaux³⁰.

«Etre royaliste c'est faire des royalistes» disait Fiévée, la Jeunesse Royaliste en est persuadée et la propagande est pour elle une action primordiale. Il faut lutter contre les calomnies, les plus éculées étant les plus efficaces³¹. Il s'agit de préparer l'opinion, en effet l'esprit public ne se fait pas tout seul mais on le fait³² et il convient de l'adapter aux divers milieux et aux préjugés. Il existait déjà une Librairie Nationale, un service de conférences, surtout une presse nationale et provinciale, encore nombreuse et diverse malgré le Ralliement³³. Il faut mieux faire connaître le Prince, grâce à des distributions de tracts, d'images, d'insignes ; à l'organisation de banquets, de conférences populaires. Une association amie l'Oeillet Blanc, «comité central de propagande royale», l'aide dans cette tâche³⁴. Tout un rituel de fêtes jalonne le calendrier royaliste : Fête des Rois, Messe du 21 janvier à Saint-Germain l'Auxerrois³⁵, Saint-Philippe, particulièrement chez la Jeunesse Royaliste, Sainte-Marie³⁶ ; Si certaines actions semblent prétextes à distraction³⁷, la plupart sont utiles. Cette action est tellement importante, qu'un des derniers actes de la Jeunesse Royaliste sera de créer, en pleine répression républicaine, un Bureau de Propagande, en liaison avec les comités royalistes³⁸. C'est cette action de propagande que le Prince voudra surtout maintenir³⁹.

Cette génération spontanée⁴⁰ de groupements fut encouragée et coordonnée. Le comte d'Haussonville demande «que partout où il y a une loge maçonnique se fonde un groupe de la Jeunesse Royaliste»⁴¹. Les groupes élisent leurs chefs et bénéficient d'une indépendance relative, leurs actes n'engageant qu'eux-mêmes, ce qui occasionne d'ailleurs bientôt une crise d'autorité. La Jeunesse Royaliste coexiste donc avec

l'organisation traditionnelle⁴² des comités départementaux dont les présidents sont presque tous titrés, presque tous âgés, souvent anciens officiers ou magistrats, démissionnaires de 1880 ou démissionnés de 1883⁴³, alors que les responsables de la nouvelle organisation sont souvent roturiers, appartiennent à la génération du jeune duc d'Orléans, se recrutent dans des couches sociales assez variées. Ce sont souvent deux mentalités différentes⁴⁴. Cependant le but primordial de la Jeunesse Royaliste est aussi d'établir une solidarité entre les royalistes de diverses origines et entre les groupes eux-mêmes⁴⁵. Le duc d'Orléans, plus que le comte de Paris, avait déjà réalisé cette «fusion» parmi son Service d'Honneur, ses conseillers et les cadres du parti. Il s'agit maintenant d'une fusion par la base et opérée d'abord chez les jeunes gens dont la volonté d'agir et de s'affirmer dépasse les anciennes rancunes et les prudences familiales. Il y a donc une confluence du légitimisme, de l'orléanisme et même d'un certain bonapartisme catholique, plus ou moins à la dérive depuis la mort du Prince Impérial⁴⁶. Le légitimisme apporte sa fidélité intransigeante, son esprit social et populaire, l'orléanisme sa compréhension du libéralisme économique et politique, le bonapartisme son goût de l'autorité et une certaine exaltation du nationalisme⁴⁷. Charette n'a pas présidé pour rien au lancement de la Fédération de la Jeunesse Royaliste de France ; Calla, responsable des Conférences monarchiques y est aussi applaudi. Si la Jeunesse Royaliste semble plutôt du parti de la Gazette de France⁴⁸, elle le déborde singulièrement. N'oublions pas que d'Haussonville l'a encouragée et qu'Edouard Hervé recevait cinq cents délégués de la Jeunesse de Paris à la Fête des Rois de 1896⁴⁹. N'oublions pas que F. de Ramel est l'un de ses orateurs écoutés, au congrès de Bordeaux, il distingue d'ailleurs le droit national de la légalité républicaine, ce qui ne l'empêchera pas de proclamer devant la Haute Cour : «Je suis un monarchiste parce que je suis un libéral» ; il forme ainsi un tiers parti entre les ultras, adeptes de la provocation, et ses collègues parlementaires, très opportunistes car souvent en mal de réélection⁵⁰.

II - IDEES ET ACTION

Antiparlementarisme

L'antiparlementarisme marque en effet fortement la Jeunesse Royaliste qui accuse la plupart des parlementaires de tiédeur sinon de trahison. Lanjuinais, représentant l'Ouest profond, est encore respecté⁵¹ mais Denys Cochin d'autant plus mal vu qu'il est accusé d'être le mauvais conseiller du Prince. Les parlementaires caméléons ne faisaient pourtant que suivre les instructions d'Haussonville qui, le 20 janvier 1893, déclarait : «Conspirer ! A quoi bon ! les événements conspirent pour nous et il n'y a pas de meilleur auxiliaire. Mais puisque les conservateurs ne sont malheureusement pas d'accord sur la forme du gouvernement, mon sentiment est, qu'à moins d'événements imprévus, les monarchistes feront mieux de ne pas la mettre en cause devant les électeurs»⁵². L'état d'esprit de nombreux parlementaires royalistes vis-à-vis d'une restauration éventuelle rappelle l'expression attribuée à Gambetta à propos de la Revanche : «Pensons-y toujours, n'en parlons jamais»⁵³. «Le comité central de la Jeunesse Royaliste est pour l'action et l'agitation»⁵⁴. Les élections n'ont d'intérêt que

si elles relancent la lutte, notamment sur le terrain des idées. Le pouvoir intellectuel est reconnu : il s'agit d'avoir raison et de le prouver, de démontrer ainsi la nécessité et la possibilité de la monarchie⁵⁵. Rappelons que le mouvement royaliste avait cru pouvoir triompher grâce à l'Union Conservatrice de 1885 et même grâce à l'hétéroclite coalition révisionniste de 1889, mais au fur et à mesure que les forces royalistes diminuent, particulièrement après le Ralliement, on croit moins aux «bonnes élections» et le goût de la contestation se fait plus vif ; La Jeunesse Royaliste devient l'élément moteur du mouvement tandis que la représentation parlementaire, trop intégrée dans le système, apparaît marginale⁵⁶.

Deux crises vont démontrer l'autorité du Prince qui peut encore arbitrer entre les courants risquant de diviser le royalisme. En 1896, la Jeunesse Royaliste va soutenir le duc d'Orléans contre son comité consultatif, rassemblant les principales illustrations du mouvement et présidé par le duc d'Audiffret-Pasquier⁵⁷. Déjà inquiet par quelques paroles imprudentes d'Henri d'Orléans⁵⁸ non désavouées par son cousin, et dans lesquelles on suspectait un relent de boulangisme, le comité se déchaîna lorsqu'il apprit un projet plébiscitaire du duc d'Orléans⁵⁹. Légitimistes et Orléanistes, pour des motifs divers, exprimèrent des remontrances, transmises par le président⁶⁰. Le Prince va répondre assez vertement au duc d'Audiffret Pasquier : «Il faut cependant choisir entre figurer la monarchie ou la faire... ce n'est point le principe qui ramènera le prince mais le prince qui ramènera le principe» et il dénonce «l'absurde légende d'une prétendue incompatibilité entre le droit monarchique et le droit électif». La Jeunesse Royaliste qui avait vivement approuvé le dessein du Prince de mieux se faire connaître, applaudit particulièrement à cette lettre⁶¹. En somme la Jeunesse Royaliste est avec tous ceux qui s'affirment et agissent⁶².

La nomination du marquis de Rosambo comme délégué du Prince pour l'Ouest et spécialement la Bretagne, apportera quelque réconfort supplémentaire aux tenants de l'action puisqu'il proclame aussitôt : «L'ordre est d'enrôler et de se déclarer» et de «rappeler par tous les moyens au pays les bienfaits de la monarchie et les méfaits de la république»⁶³. Charette félicite d'ailleurs Rosambo⁶⁴. Cependant les choses vont se gâter à nouveau rapidement.

L'affaire Dreyfus se déclenche et le duc d'Orléans prend parti, par une lettre adressée au colonel de Parseval, chargé naguère de sa formation militaire⁶⁵ : «Jusqu'ici l'honneur de l'armée était resté inviolé. L'honneur de l'armée ! qui donc plus que moi aurait à cœur de le défendre ?» E. Dufeulle, successeur du comte d'Haussonville, est trop libéral⁶⁶ pour être antidreyfusard par principe⁶⁷ et va donc se retirer. Le Prince lui envoie alors une lettre qui va provoquer un tumulte, demandant aux royalistes : «de travailler au triomphe des idées d'ordre, de conservation sociale et de liberté... la France ne retrouvera qu'avec la monarchie constitutionnelle et libérale, la prospérité et la grandeur dont elle a joui sous la Restauration et sous le gouvernement de Louis-Philippe mon aïeul»⁶⁸. Les légitimistes de tradition mettent en accusation «les conseillers de l'exil» et notamment Denys Cochin qui aurait inspiré cette lettre. On veut «déguiser les royalistes en conservateurs», que le Prince écoute

plutôt la Jeunesse Royaliste, elle veut un chef et non un régime parlementaire⁶⁹. «On a trompé le roi !», telle est l'expression employée⁷⁰. *La Gazette de France* publie, le 25 décembre 1897, une *Déclaration signée* de Charette, L'Eglise, Tristan Lambert, La Tour du Pin, Mayol de Lupé et Parseval. Les signataires rappellent la parole du comte de Chambord : «Ma personne n'est rien, mon principe est tout»⁷¹ et «regardent la monarchie constitutionnelle et libérale de 1830 comme la négation du droit national». Conjointement à cette *Déclaration*, le Comité central de la Fédération de la Jeunesse Royaliste de France, réuni le 27 décembre 1897, affirme son «attachement au principe de la monarchie traditionnelle et du droit historique» mais s'engage à suivre le duc d'Orléans et à être son «porte-drapeau» lors des élections. La Jeunesse Royaliste a donc nettement pris parti en faveur des protestataires mais son communiqué est très modéré. Cette crise annonce par certains aspects celle qui affectera les rapports de l'Action Française et du Bureau politique en 1910 et 1911. Les vieilles rancœurs ont resurgi et le creuset de la Jeunesse Royaliste, plus nécessaire que jamais, doit donc être sous l'autorité directe du Prince ; c'est pourquoi il annonce à Lambelin que son action sera désormais supervisée par André Buffet⁷². Lambelin va aussitôt démissionner et Buffet voit son autorité renforcée car il succède également à Dufeulle, à la tête du Bureau Politique. La crise s'est donc terminée à l'avantage du Prince dont l'autorité s'affermi, du moins en apparence, car Buffet ne semble pas avoir un ascendant considérable sur la Jeunesse Royaliste⁷³.

Lors du cinquième congrès de Blois, en février 1898, le duc de Luynes, fidèle ami du Prince qui sert souvent d'intermédiaire lors des négociations délicates ou de communications importantes, prononce un discours où il reprend en partie les termes de la lettre précédemment envoyée à Dufeulle. C'est un appel à «l'union» pour le «triomphe des idées d'ordre, de conservation sociale et de liberté»⁷⁴. On y voit donc une nouvelle tentative pour imposer une politique parlementaire et conservatrice à la Jeunesse Royaliste⁷⁵. Les traditionalistes s'insurgent à nouveau contre le «compromis électoral» et le «mélénisme»⁷⁶. Le comte de Bastard, successeur de Lambelin, envoie une circulaire où il déclare que les élections sont une question secondaire dont la Jeunesse Royaliste ne se mêlera pas⁷⁷. Le groupe parisien ne suivra pas cette consigne et Eugène Godefroy, qui vient de remplacer Bézine, s'accorde avec le comité électoral de la Seine, présidé par Amédée Dufaure, orléaniste de la vieille école. Les «jeunes» soutiendront les «anciens», déjà élus ou bien placés, mais se réserveront trois candidatures de propagande⁷⁸. Cependant Lambelin exhale son mécontentement dans une lettre à Godefroy⁷⁹. Contre le royalisme académique et salonnard la Jeunesse Royaliste de Paris n'hésite pas à parler de «monarchie populaire».

Christianisme social et Antisémitisme

Issu du légitimisme, le christianisme social, illustré par Alban de Villeneuve-Bargemon⁸⁰, est adopté par le comte de Chambord et le comte de Paris⁸¹; le duc d'Orléans étant à la fois plus vague et plus chaleureux⁸². René de La Tour du Pin est alors très écouté et inspire à la fois les royalistes fidèles et les ralliés⁸³, les options politiques seules diffèrent. Les divers congrès réunis en 1896 indiquent bien cette

convergence fondamentale, notamment ceux se succédant à Reims pour le quatorzième centenaire du baptême de Clovis, ainsi que celui de la Démocratie Chrétienne à Lyon⁸⁴.

Dès 1895 avait été fondée une Réunion d'Etudes Sociales, sorte d'institut de la Jeunesse Royaliste, comparable à ce que sera plus tard l'Institut d'Action Française⁸⁵. La présidence en est assurée par le colonel Fernand de Parseval, la vice-présidence par Charles Le Cour Grandmaison et le secrétariat-général par le comte de Failly qui occupe le même poste à la Fédération de la Jeunesse Royaliste de France⁸⁶. La Réunion d'Etudes Sociales organise un Congrès à Reims, les 5 et 6 décembre 1896, la messe d'ouverture est célébrée par un jésuite, le père de Pascal, qui prit une part active aux travaux⁸⁷. Le rapport d'ensemble, œuvre de Mayol de Lupé⁸⁸, rappelle quatre principes fondamentaux : 1) une entière liberté d'association car il convient de sociabiliser l'individu afin de protéger les faibles, 2) la représentation des droits et des intérêts corporatifs par des mandats définis, 3) La décentralisation administrative par l'organisation de la commune et de la province⁸⁹, 4) la monarchie représentative : le roi règne et gouverne avec le concours de la représentation nationale. L'association et la décentralisation étant à la fois la base et le couronnement de la monarchie traditionnelle⁹⁰.

On décide la création d'un hebdomadaire *Le Réveil Français* qui aura cinq directeurs : F. de Parseval, Ch. Le Cour Grandmaison, F. de Ramel, E. de Lur-Saluces et R. Lambelin, auxquels s'ajoute le comte de Malherbe⁹¹. Ce journal approfondit la doctrine sociale de la Jeunesse Royaliste⁹². *Le Réveil Français* voudrait relayer la *Bonne Presse* de province mais il se heurte immédiatement à *La Croix*⁹³, de même que les Groupes ouvriers rivalisent avec les Cercles catholiques d'ouvriers. Des Cercles d'Etudes Sociales doivent être généralisés dans la province. Un thème est donné pour l'année suivante, «La Famille» qui, selon Le Play, est «la constitution essentielle de l'humanité»⁹⁴. La Réunion d'Etudes Sociales de Paris enverra, au début de l'année 1899, une adresse au duc d'Orléans et parmi les signatures on relève le nom de Frédéric Amouretti⁹⁵. Ces divers groupements ne sont pas les troupes de choc mais les intellectuels de la Jeunesse Royaliste qui n'hésitent pas à parler de «monarchie populaire»⁹⁶. Les Etudiants Royalistes de Paris proclament : «Venez à nous et nous irons au peuple»⁹⁷. A chaque congrès de la Jeunesse Royaliste, des commissions étudient l'extension des associations, l'aménagement d'une sécurité sociale (retraites ouvrières, chômage), les questions rurales, etc... mais aussi mettent en pratique une politique d'assistance, par exemple des Secrétariats du Peuple, fournissant notamment une aide juridique et médicale. L'action sociale coûte cher et il est demandé de limiter les dons faits aux œuvres purement catholiques et donc plus ou moins ralliées⁹⁸.

L'antisémitisme est alors une des formes de l'«anticapitalisme national»⁹⁹ mais il est mal vu par le comte de Paris et son entourage¹⁰⁰. Déjà certains dénoncent la main des juifs dans les lois laïcistes¹⁰¹ et voient en eux l'un des piliers du régime républicain¹⁰². L'influence de *La Libre Parole* était grande dans certains milieux¹⁰³, ce que

montre bien Maurice Emery relatant au duc d'Orléans un incident lors d'une réunion de la Jeunesse Royaliste de Lyon¹⁰⁴. Un employé de magasin intervint se disant «royaliste parce qu'antisémite» et très hostile au *Gaulois* et à Arthur Meyer. Maurice Emery répondit que «M. Drumont avait rendu service en signalant le péril juif mais qu'il allait trop loin, que les incitations au meurtre et au pillage étaient des crimes»¹⁰⁵ mais il suggère au duc d'en tirer parti : «Monseigneur voit donc où en sont les esprits et je me permets de dire qu'il faut compter avec cette opinion et que sa popularité ne ferait que gagner si son antisémitisme était notoirement connu». Il est intéressant de constater que Charles Maurras reprendra ces arguments démagogiques : «...sans parler de persécutions, d'expulsion ou d'autres actes d'intolérance, n'y a-t-il pas de grands avantages politiques à paraître devant le pays des antisémites tout à fait radicaux ? L'antisémitisme est une force naturelle à utiliser»¹⁰⁶.

L'affaire Dreyfus va naturellement exacerber les passions, bien que les antidreyfusards modérés fassent une nette distinction entre la cause du condamné et l'affrontement politique¹⁰⁷. Le duc d'Orléans s'explique sur la question juive dans une allocution prononcée à San Remo¹⁰⁸, bien qu'il le fasse en des termes relativement modérés ses propos divisent les royalistes¹⁰⁹. Aux élections législatives de 1898, Henri de France s'élève contre «la coterie judéo-maçonnique»¹¹⁰ et Jean de Sabran-Pontevès utilise les services de Caboche, une bande de bouchers de La Villette dirigés par d'anciens amis du marquis de Morès et publie un pamphlet «A moi France !» qui se veut un précis historique de la judéo-maçonnerie¹¹¹. Arthur Meyer, directeur du *Gaulois*, quotidien des «salonnards», est la cible de la Jeunesse Royaliste, comme elle le sera de Léon Daudet¹¹². Les Etudiants Royalistes de Paris proclament que «la France est opprimée par la juiverie cosmopolite»¹¹³. L'article 2 de la Jeunesse Royaliste du Nord précise que «pour être admis, il faut être français : les juifs ne peuvent en faire partie»¹¹⁴. Cependant ces positions, plus ou moins verbalement violentes, provoquent une réaction, notamment des anciens orléanistes, particulièrement du *Soleil*¹¹⁵. Un curieux «Questionnaire pour les groupes de Jeunesse Royaliste» semble indiquer les réticences de l'entourage du Prince devant cette démagogie antisémite et que le duc d'Orléans la considérait comme un expédient provisoire¹¹⁶.

La Jeunesse Royaliste en proie au nationalisme et victime de la Défense Républicaine

Barrès disait : «Tout concorde pour substituer au procès Dreyfus le procès du régime»¹¹⁷. L'affaire allait sceller une alliance durable entre le nationalisme et le royalisme. Le boulangisme avait déjà engagé sur cette voie mais ce qui était alliance électorale devient plus ou moins symbiose ; de nombreux royalistes se nationalisent et divers nationalistes se royalisent. On assiste, de 1894 à 1899, à une sorte de crescendo dans les déclarations de plus en plus virulentes contre le régime.

Dès 1896, Dufeille avait signalé au duc d'Orléans : «On cherche et on attend quelqu'un et ce quelqu'un s'il sait s'emparer de l'imagination populaire sera le maître», mais il déplore «cet état d'esprit, malheureusement plus césarien que royaliste», tout en pensant qu'il faut en profiter¹¹⁸. Puisque la conquête du pouvoir se ré-

vèle impossible depuis le Ralliement, il faut bien envisager le «coup de force». Du feuille prospecte les milieux politiques et militaires¹¹⁹. Le duc avait déjà tenté un rapprochement avec Déroulède, en le félicitant pour son *Duguesclin*¹²⁰. La Jeunesse Royaliste de France, représentée par le comte de Bastard, d'une part, et la Jeunesse Royaliste de la Nièvre, représentée par le comte de Damas, d'autre part, chacune sous le titre *L'Action Royaliste*, proclament pour la nouvelle année 1899 leur volonté d'en finir avec la république grâce à l'appui de l'armée¹²¹. Les lettres et manifestes du Prince constituent autant d'appels à cette même armée¹²². Les représentants du duc d'Orléans donnent aussi le ton¹²³ et les chefs de file de la Jeunesse Royaliste entonnent le même refrain, que ce soit Paul Gros président de l'Association des Etudiants de Paris¹²⁴, Louis Normand, secrétaire de la Jeunesse Royaliste de France¹²⁵. C'est enfin Roger Lambelin qui écrit : «Les nationalistes et les antisémites ont le culte de l'armée et le respect des traditions françaises : ce sont des royalistes qui s'ignorent¹²⁶. Certains font quelques réserves sur ce vocable de nationaliste qu'ils jugent superflu¹²⁷. Le duc d'Orléans, une fois la tourmente passée proclamera : «Tout ce qui est national est nôtre»¹²⁸. Charles Maurras réaffirmera peu après : «Nous devons montrer à nos auditeurs nationalistes qu'ils sont, du premier au dernier, monarchistes sans le savoir»¹²⁹.

La Jeunesse Royaliste multiplie les manifestations de rue en l'honneur d'Henri IV¹³⁰, de Du Guesclin¹³¹, surtout de Jeanne d'Arc¹³², ou marquant les diverses étapes de l'Affaire Dreyfus¹³³. Une des démonstrations les plus caractéristiques est celle qui combine l'appel au soldat et le salut à l'héroïne nationale : elle se déroule d'abord place de l'Opéra, devant le Cercle Militaire, aux cris de «Vive Marchand !» puis les 1500 royalistes rejoignent la statue de la Pucelle, rue des Pyramides¹³⁴. La manifestation des étudiants royalistes pour la Saint-Philippe, descendant le boulevard Saint-Michel au cri de «C'est Gamelle qu'il nous faut !» prouve que désormais le quartier latin devient un terrain de manœuvre à l'égal des «beaux quartiers»¹³⁵. La municipalité de Paris va d'ailleurs bientôt passer au nationalisme mais, sauf exception, la province est plus paisible en apparence¹³⁶. Les trublions font donc preuve de pugnacité mais il leur manque les gros bataillons de la Ligue de Patriotes¹³⁷, même s'ils peuvent éventuellement disposer des renforts, précieux mais compromettants, de la Ligue Antisémitique ou des bouchers de La Villette, hommes de main plutôt gardés en réserve. Le duc d'Orléans a-t-il manqué l'occasion ? aurait-il pu tenter l'aventure ?¹³⁸. La Jeunesse Royaliste était-elle prête à un soulèvement de masse ? L'armée, Paris, se seraient-ils laissés faire ? En tout cas la Jeunesse Royaliste fut dépassée par des événements qu'elle avait contribué à provoquer mais sans être capable de les utiliser¹³⁹.

Dénoncée comme responsable d'un complot permanent et public contre la République¹⁴⁰, alors qu'il y avait surtout une propagande ardente pour la restauration de la monarchie¹⁴¹, la Jeunesse Royaliste est d'abord victime de perquisitions¹⁴², puis d'un procès parisien¹⁴³, ce sont ensuite les arrestations des principaux meneurs, enfin la Haute Cour¹⁴⁴. Ce vaste procès amalgame ceux qui n'avaient pas su coordonner leur action ou même s'étaient âprement combattus. Voici réunis devant le Sénat trois

des principaux chefs royalistes : A. Buffet, E. Godefroy, F. de Ramel, plus tard comparaitra E. de Lur-Saluces. Sont ainsi représentés le Bureau Politique du duc d'Orléans, la Jeunesse Royaliste, le parlementarisme libéral, le traditionnalisme. Les condamnations seront symboliques, frappant deux royalistes, un antisémite et un nationaliste¹⁴⁵. Les perquisitions désorganisent les groupes provinciaux de la Jeunesse Royaliste¹⁴⁶ ; tous sont poursuivis systématiquement et les procès aboutissent souvent à la dissolution et à une amende sans sursis¹⁴⁷ ; tout l'appareil du mouvement est ainsi atteint dans ses éléments les plus actifs. C'est une répression judiciaire généralisée et acharnée et la Jeunesse Royaliste peut reprendre la fière parole du comte de Paris : «En me frappant on me désigne»¹⁴⁸.

Dès le 25 janvier 1900, le duc d'Orléans tire les conclusions de cet échec, tout en rendant hommage à ses serviteurs malheureux¹⁴⁹. Le comité central se maintient encore quelque temps¹⁵⁰. Cependant malgré quelques tentatives de reconstitution¹⁵¹, la Jeunesse Royaliste doit suivre les Instructions du Prince et se mettre à la disposition des responsables traditionnels du mouvement au sein duquel elle est réintégrée¹⁵². Les présidents des comités royalistes départementaux feront appel aux éléments provenant de la Jeunesse Royaliste pour l'action et la propagande¹⁵³. Des groupes d'études et des conférences seront organisés pour les jeunes gens, afin de les former à l'art oratoire et leur donner une culture historique, politique, économique et sociale. Cette mutation ne fut pas toujours bien acceptée¹⁵⁴. Il n'y a donc plus qu'une seule organisation royaliste¹⁵⁵ et Eugène Godefroy, dernier président du groupe parisien, se félicite que le «réorganisation complète du parti ait été possible grâce à l'action de la Jeunesse Royaliste»¹⁵⁶ et il observe que «Les Jeunesses Royalistes ont formé un personnel pour le mouvement royaliste»¹⁵⁷. Le Prince peut espérer avoir réussi cette fusion là mais déjà l'Action Française, d'abord essentiellement nationaliste, commence à se royaliser.

III - DE LA JEUNESSE ROYALISTE A L'ACTION FRANÇAISE

L'activité royaliste paraît bien diminuée en 1900-1902, du moins l'activisme, car s'élabore l'*Enquête sur la Monarchie*. Cette somnolence apparente contraste avec la turbulence des années précédentes, on en revient à la routine d'avant 1894, alors que la Jeunesse Royaliste n'était pas encore fortement constituée. L'ancien président du groupe parisien, Paul Bézine, vient d'être désigné comme responsable du Bureau Politique, il ne semble pas que ce soit une forte personnalité, il a le goût du compromis et semble absorbé par ses fonctions d'agent de liaison ; est-ce pour cela qu'il a été préféré à Roger Lambelin ?¹⁵⁸ Eugène Godefroy, son successeur à Paris, semble vouloir jouer un rôle très actif ; au début il ne semble pas hostile à l'Action Française et invoque même le «nationalisme intégral»¹⁵⁹. Lors de la Sainte-Marie de l'année 1900, célébrée à Paris, Godefroy remet solennellement au comte de Mayol de Lupé, président du comité de la Seine, le drapeau de la Jeunesse Royaliste¹⁶⁰. Cette remise paraît symbolique, c'est en effet ce comité qui se considérera comme le successeur de la Jeunesse Royaliste et entendra reprendre son rôle d'avant-garde. Les présidents successifs de ce comité, Mayol de Lupé, le général Donop, Castillon de Saint-Victor,

resteront fidèles à cette conception¹⁶¹. Tous seront jaloux de leur autorité et accepteront mal l'importance prise par un mouvement qui se veut indépendant et original, l'Action Française. Au contraire Roger Lambelin voit dans l'Action Française la parfaite continuation de la Jeunesse Royaliste et se réjouit de «ces convertis qui convertissent» ; il les favorisera lors de son passage au Bureau Politique, de 1909 à 1910. L'ancienne Jeunesse Royaliste ne réagit donc pas toute entière de la même façon devant l'Action Française ; à l'inquiétude des éléments regroupés dans le relativement dynamique comité royaliste de la Seine s'oppose l'adhésion, souvent enthousiaste, de la plupart des provinciaux, surtout quand ils sont mal intégrés dans trop de comités départementaux passifs et routiniers. A Paris, il y a concurrence directe entre le comité départemental et l'Action Française, mouvement essentiellement parisien ; il est donc normal qu'elle risque d'y être considérée bientôt comme une rivale puis une héritière abusive.

L'Action Française semble parfois montrer trop de dédain de l'appareil et des efforts précédents, par exemple Charles Maurras écrit : «La monarchie ne plait ni ne déplaît en France, la monarchie est ignorée, oubliée par les vieillards et inconnue des jeunes gens... Il est certain que la tradition est rompue même moralement»¹⁶². Ne reçoit-il pas la caution d'un La Tour du Pin : «(il semblait que) l'effort des derniers royalistes militants fut celui de survivants d'une armée hors de combat. Et voici qu'une jeune avant-garde entre en scène et force l'attention... Maurras, le chef de cette vaillante école dont on appelle bien à tort les adeptes, des néo-royalistes, car c'est une bien saine tradition royaliste qu'ils remettent en honneur»¹⁶³. Il est vrai que cet article date de 1903, voici trois années que le mouvement royaliste s'assoupit et que la précédente avant-garde a dû être sacrifiée après l'acharnement répressif dont elle fut victime. «La République est un régime qui gouverne mal mais se défend bien»¹⁶⁴.

Cependant les anciens de la Jeunesse Royaliste tentent de poursuivre leur action et leur propagande. Lors des élections législatives de 1902, Godefroy est candidat à la Croix-Rousse¹⁶⁵, Castillon de Saint-Victor à Belleville, Henri de Larègle à Saint-Denis¹⁶⁶, élargissant même l'expérience électorale de 1898. Cette même année des projets que la Jeunesse Royaliste n'avait pas eu le temps de réaliser voient enfin le jour : lancement d'un hebdomadaire illustré *Le Panache*, dirigé par Henri Gibert¹⁶⁷, relance d'une Librairie Nationale, organisation d'un nouveau service de conférences dirigé par Louis de Joantho¹⁶⁸. Diverses organisations parallèles se forment, très respectueuses du comité de la Seine : l'Avant-Garde Royaliste¹⁶⁹, Tradition-Progrès¹⁷⁰. Il y a un véritable pluralisme royaliste, permettant un vaste regroupement avec l'ensemble de la jeunesse catholique, en cette époque de combisme, notamment à l'Entente Nationale¹⁷¹. Les trois congrès de Presse et de Propagande Monarchiste de 1905, 1906 et 1907 sont bien le prolongement des efforts de la Jeunesse Royaliste. Roger Lambelin, leur rapporteur général, évoque d'ailleurs à leur sujet les précédents congrès et les énumère avec fierté. Le duc de Luynes, l'homme de confiance du Prince, préside la commission permanente prolongeant l'action de ces congrès monarchistes. L'Action Française ne joue qu'un rôle très secondaire lors des deux premiers congrès mais s'introduit dans le troisième, y coexistant d'ailleurs avec les cadres traditionnels,

même les plus réticents ; n'a-t-elle pas déjà constitué sa Ligue, son Institut, et pris partout la première place¹⁷².

L'épreuve de force, en 1910-1911, tourne au détriment de la faction de l'ancienne Jeunesse Royaliste, hostile à l'Action Française¹⁷³ ; c'est seulement en 1914 que celle-ci réduit les dernières hostilités, tout au moins efficaces et proclamées, se rendant maîtresse de l'appareil royaliste¹⁷⁴.

CONCLUSION

La Jeunesse Royaliste née en réaction contre les graves équivoques du boulangisme, se fédère au lendemain du Ralliement. Les jeunes générations s'organisent, refusant les divisions de leurs aînés discrédités par leurs échecs ; elles se reconnaissent dans un Prince de leur âge et dont la crânerie les séduit. Devenant alors, de 1894 à 1899, l'élément dynamique du mouvement royaliste et se voulant le fer de lance du nationalisme exacerbé de cette époque mais sans réussir à le capter et à rallier les adversaires du régime, si bien que celui-ci profitera d'un vain tumulte pour éliminer ces forces dispersées et divisées contre elles-mêmes. Cependant après avoir dû se «déguiser en conservateurs» ces jeunes royalistes n'ont-ils pas risqué de se déguiser en seuls nationalistes ? S'il est normal que le royalisme comprenne et assume toutes les aspirations nationales, il doit les composer ; n'est-ce pas la seule incarnation unitaire possible ?

La Jeunesse Royaliste n'a pas survécu à la répression républicaine car elle n'avait pas eu le temps de se constituer en force réellement autonome, elle n'a pu que l'ébaucher. Force autonome en théorie, elle continue en fait à dépendre de l'appareil traditionnel, ce n'est en effet pas une armée mais une avant-garde, donc tenue par l'arrière, par ses pesanteurs et ses contradictions. Ne devait-elle pas louvoyer entre l'engagement du légitimisme social et les exigences électorales. La Fédération de 1894 restera assez lâche et les nombreux groupes ne suivent pas toujours les consignes, notamment le puissant groupe parisien ; certains ne sont émancipés du comité départemental que sur le papier. Il lui manque une presse bien à elle, malgré le soutien de journaux amis, il lui faudrait son quotidien¹⁷⁵. Il lui manque surtout une équipe dirigeante homogène, stable et prestigieuse : un Lambelin doit se retirer, un Godefroy n'a pas le temps de s'affirmer. La Jeunesse Royaliste, comme son nom l'indique, est dans la position de cadets turbulents mais déférents envers leurs aînés ; leurs véritables maîtres sont en dehors : un Charette, un Parseval, un Lur-Saluces, un Ramel, un Buffet, d'ailleurs seul ce dernier dispose d'une autorité reconnue. Cette jeunesse va se fondre dans l'appareil traditionnel, si somnolent et si étouffant qu'elle aura de la peine à le vivifier ; sauf à Paris son personnel s'y perd, ses idées s'y enlisent et ses méthodes d'action y sont trop souvent rejetées.

N'est-ce pas l'échec de la Jeunesse Royaliste, d'abord tenue en lisière puis contrainte de rentrer dans le carcan traditionnel qui amène Maurras à royaliser le groupe nationaliste de l'Action Française, à jouer la carte Vaugeois plutôt que de se cantonner dans le cadre de la Gazette de France et à ne jouer que la carte

Amouretti ?¹⁷⁶ C'est peut-être aussi pourquoi l'Action Française n'a pas voulu être seulement une avant-garde ou former de simples francs-tireurs mais a dû se confondre avec l'armée entière. La Jeunesse Royaliste n'avait jamais été que cette avant-garde. Ce qui a manqué à cette Jeunesse Royaliste, l'Action Française le possèdera, car elle est née en dehors du parti traditionnel, en pleine indépendance. Elle dispose d'une organisation centralisée, dirigée par une équipe prestigieuse, ayant à sa tête un écrivain qui s'impose par son seul génie. Sauf La Tour du Pin¹⁷⁷, l'Action Française ne reconnaît de magistère intellectuel ou moral à aucune personnalité royaliste contemporaine. Cependant elle bénéficie du patronage d'un André Buffet et surtout d'un Eugène de Lur-Saluces qui joue le rôle d'un parfait intercesseur avec le royalisme traditionnel¹⁷⁸, de l'appui d'une importante partie de l'ancienne Jeunesse Royaliste autour de Roger Lambelin¹⁷⁹ et de nombreux journaux parisiens et surtout provinciaux, débordant même la presse strictement royaliste. Cependant la fondation du quotidien marque une étape décisive dans l'essor de l'Action Française qui désormais va dominer le mouvement royaliste tout entier et bientôt s'en emparer, ce qui ne fut sans doute avantageux pour aucun des partenaires.

Charles Maurras a rendu plusieurs brefs hommages à la Jeunesse Royaliste¹⁸⁰, l'un des plus intéressants lors du troisième congrès de l'Action Française¹⁸¹, au cours duquel Georges Valois se félicite de l'adhésion d'anarchistes ce qui, dit-il, eut été impensable naguère tellement le monde royaliste était alors impopulaire. Le comte de Damas¹⁸² intervient et vante les efforts de la Jeunesse Royaliste, un échange de vue s'ensuit avec Maurras : «La discussion établit nettement que l'œuvre de la Jeunesse Royaliste, loin d'être négligeable, a conduit à la Haute-Cour d'où est sortie l'Action Française»¹⁸³. *L'Enquête sur la Monarchie* débute en effet par l'entrevue de Maurras avec les deux exilés qui lui expriment les idées confirmées par le Prince, celles de sa Jeunesse Royaliste¹⁸⁴. C'est *La Gazette de France* qui publie cette *Enquête* et un très gros effort de propagande est accompli afin de répandre son premier fascicule, les anciennes Jeunesses Royalistes y participent activement¹⁸⁵.

Charles Maurras a dit : «On a voulu me faire l'honneur d'un système. Je n'ai rien inventé du tout... l'apport personnel est ici critique et de mise en œuvre»¹⁸⁶. De même pourrait-on dire que l'Action Française n'a rien inventé et qu'elle prend, sur bien des points, le relais de la Jeunesse Royaliste ; plus systématiquement et plus durablement elle adopte ses méthodes, ses idées, ses formules, son idéal». Que de points communs : fusion des courants monarchistes, antiparlementarisme, importance donnée à l'association et à la décentralisation, action sociale, priorité de la formation intellectuelle des cadres, violence des manifestations mises au service de la raison et volonté de l'emporter par tous les moyens même légaux, antisémitisme confondu avec la lutte contre le capitalisme apatride, royalisme tenu pour la forme idéale du nationalisme, sans compter la défiance envers l'appareil traditionnel du parti et éventuellement la fronde sinon directement contre le Prince du moins contre «ses mauvais conseillers».

Certes il y a bien des différences dues à l'origine et au recrutement, mais même dans les rapports avec l'église, qui apparaissent si naturels et si étroits dans l'ancien

parti royaliste, le Ralliement avait déjà souvent entraîné la méfiance et parfois la concurrence. La persécution combiste-jaurésienne et la caution du christianisme social ont d'abord fait oublier les origines positivistes de l'Action Française¹⁸⁷.

Dans *Le Tombeau du Prince*¹⁸⁸, le chef de l'Action Française rend longuement hommage au duc d'Orléans qu'il ne rencontrera pas pourtant avant 1902 : «Je ne l'avais pas vu, mais je l'avais lu. J'avais suivi ses admirables, ses incomparables avertissements à la France de l'affaire Dreyfus, véritables et premières prophéties d'avant-guerre. D'abord rétif, puis intéressé, puis saisi aux entrailles». Maurras précise : «Sans son programme des années 1894, 1895, 1896, 1897, 1898 et 1899, je n'eusse jamais pu écrire en 1900 l'Enquête sur la Monarchie», il insiste : «Les actes décisifs du Prince ont eu lieu entre 1894 et 1900». Ce programme, cette action, n'étaient-ils pas ceux de la jeune phalange groupée justement en ces années décisives. En faisant l'éloge du Prince, Charles Maurras faisait donc aussi celui de la Jeunesse Royaliste.

François CALLAIS

NOTES

¹ Les études sur le mouvement royaliste ne font guère qu'allusion aux Jeunesses Royalistes. Eugen Weber les cite toutefois : chapitre I, pp. 42 et 43 ; chapitre II, p. 78 ; sans d'ailleurs comprendre leur importance.

Il y a des indications intéressantes dans : - Les Royalistes du Nord et le Ralliement, Alain Bonafous. *La Revue du Nord*, 1965, n°1. - Chez les Blancs du Midi : du Légitimisme à l'Action Française, Georges Gaudin. *Etudes Maurrassiennes* I, 1972. Centre Charles Maurras. - Les Royalistes de la Mayenne et le Monde moderne (XIXe-XXe siècles), Michel Denis, 1977. Philippe Levillain, Boulanger fossoyeur de la monarchie, Paris, 1982. Bertrand Joly, Le parti royaliste et l'Affaire Dreyfus, 1898-1900, *Revue Historique*, avril-juin 1983. Marc Desaubliaux, *La fin du parti royaliste (1889-1890)*, Paris, 1986.

² Première édition en 1897 : pp. 52 à 54 pour le portrait de Saint-Phlin.

³ Deuxième édition en 1931 : pp. 11 et 37.

⁴ *Les Rois en exil*, 1879, A. Daudet incarne en Elysée Méraut, originaire du populaire Enclos Rey à Nîmes, la fidélité intransigeante : «...il vaut mieux qu'elle (la monarchie) meure en combattant, roulée dans son drapeau, plutôt de finir dans un fauteuil de gaga poussé par quelque parlement». L'amertume et la lassitude l'emportent : «Le principe est debout mais les hommes manquent».

⁵ Haute Cour de Justice. Huit volumes, 1899-1900. Lb⁵⁷ 12750. Déposition de Bézine (reprise par *Le Réveil Français* du 21.12.1899) : la fondation de la J.R. «remonte dans la nuit des temps». Pour Dufeulle, en 1894. Pour Fréchencourt, en décembre 1888 ; Bézine se rallie à cette date.

⁶ F⁷ 12437. Ce seraient les groupes d'Agen, de Marseille (publiant un hebdomadaire «La Trique») et de Bordeaux.

⁷ *Un Royaliste*. Roger Lambelin. Introduction de Tony Catta, 1930. Le premier appel est lancé dans *Samedi-Revue*, l'hebdomadaire de Roger Lambelin, auquel collabore le jeune Charles Maurras. En juin 1889, la J.R. présidée par Laurens de la Barre fait porter, par Calla, une adresse au comte de Paris.

⁸ Parmi les manifestants arrêtés, on relève les noms de Roger Lambelin, Mayol de Lupé.

⁹ Terme fabriqué par A. France, d'après *trublium*, signifiant gamelle ; surtout usité lors des manifestations de 1898 et 1899. Les groupes de la J.R. vont offrir une épée au duc d'Orléans (*La Correspondance Nationale*, 14.5.1890) devenu le «Prince de la Jeunesse» et dont la popularité est très augmentée par cette action qui flatte les Français nationalistes.

¹⁰ Voir note 7, ainsi que F⁷ 12437, ou encore *La Correspondance Nationale* qui signale, ce 8 mai 1893, six cents participants parmi lesquels : Lambelin, Calla, Bézine, Princeteau. Le 1 Mai, la J.R. de Toulouse avait réuni deux mille personnes.

¹¹ La J.R. va publier un bulletin mensuel puis bimensuel, de 1895 à 1899. Citons le *Nouvelliste de Bordeaux*, l'*Express du Midi*, à Toulouse, l'*Eclair*, de Montpellier, le *Soleil du Midi*, de Marseille.

¹² Le Duc d'Orléans, recevant une délégation de la J.R. à Paris, lui apportant un drapeau tricolore, le 9 juin 1897, proclame : «...toutes les victoires françaises me sont également chères, drapées aux couleurs de Rocroy, ou à celles de Valmy, ou à celles d'Iéna, et le drapeau tricolore resplendissant de ses marches triomphales à travers le monde nous est devenu définitivement sacré par ses revers» (recueil : *La Monarchie Française*). Si l'Ouest reste nostalgique du drapeau blanc, l'accord se fait sur le drapeau tricolore, souvent fleurdelisé ; on ressuscite aussi parfois l'oriflamme de Saint-Denis (notamment au Congrès de Reims, le 5 décembre 1896, *La Gazette de France*). La Marseillaise est loin d'être acceptée et F. de Parseval dit son dégoût, le 27 mars 1902, dans *Le Réveil Français*. Les chants de Théodore Botrel, «le barde breton», font la joie de la J.R. ; on en parle même en Haute Cour où il est cité comme témoin. Eugène-Melchior de Vogüé, député rallié de 1893, dans *Les Morts qui parlent*, caricature les gentilshommes légitimistes représentés par M. de Kermaheuc.

¹³ Voir le recueil, *La Monarchie Française*, Librairie Nationale, 1907, pp. 193 à 195.

¹⁴ A Bordeaux, les présidents de la J.R. dont P. Princeteau puis Henri Gibert, enfin Carron de la Carrière, évidemment soutenus par le président du comité royaliste départemental, Eugène de Lur-Saluces. A Toulouse, c'est Octave Depeyre. A Rennes, le marquis de Langle qui sera vice-président de la J.R. de France. A Blois, Romieu, lui aussi vice-président de la J.R. de France, va mourir en avril 1899 et sera remplacé par Maurice Roger. A Montpellier, le marquis de Cadolle, vice-président aussi de la J.R. de France.

¹⁵ J.R. de France. Congrès National LB⁵⁷ 11503.

¹⁶ Lettre de Roger Lambelin à Romieu, du 2.1.1898 et *Bulletin mensuel* du 15.1.1898. Voir aussi F⁷ 12853.

¹⁷ Le chiffre de 35 000 est donné par *La Gazette de France* du 17.3.1897, d'après elle tous les départements seraient représentés et le total des effectifs atteindrait 36 000. Il semble que 78 départements soient réellement organisés, F⁷ 12813. *Infra* note 18.

¹⁸ L'extension géographique de la J.R. correspond bien aux zones de force traditionnelles du royalisme, puisqu'on peut distinguer : 1) un royalisme de combat, restreint à quelques grandes villes : Paris surtout, Bordeaux, Toulouse et, en retrait, Lyon, et au Midi blanc, centré autour de Nîmes, depuis l'Hérault jusqu'au Vaucluse et aux Bouches du Rhône, recouvrant autant les campagnes catholiques que les villes. 2) un royalisme traditionnel s'étendant à tout l'Ouest granitique d'A. Siegfried, plutôt centré autour de Nantes et s'effritant dans le Finistère, victime du Ralliement (l'abbé Gayraud, préféré à monseigneur de Cabrières, y est élu contre le comte de Blois, en 1897, puis réélu après invalidation). 3) un royalisme dilué dans le reste du pays où le Ralliement en a fait tomber des pans entiers, notamment dans le Nord. Cependant il reste quelques zones relativement plus fidèles, les Basses Pyrénées, les pays de la Loire ; mais le conservatisme y remplace le royalisme, particulièrement en Normandie.

¹⁹ Circulaire du marquis de Cadolle, du 27.1.1899, voir note 16.

²⁰ 300 AP III 796, de 1896.

²¹ Quelques années de politique royaliste, par Eugène Godefroy, janvier 1900. Il s'agissait de préparer aux débats politiques de jeunes avocats. La Conférence Molé fusionna avec la Conférence Tocqueville, fondée en 1863, dans les mêmes intentions.

²² *Les Déracinés*, on y trouve une description de la Conférence Molé des années quatre-vingt.

²³ *Berryer et l'unité de sa vie*, par Charles Boullay. *Les Idées de Berryer*, par Louis Marchand, Paris, 1917 (pour cet auteur, voir Tombeaux, de Charles Maurras).

²⁴ Drumont fait un portrait de Lambelin dans *Le Testament d'un antisémite*, repris par Bernanos, dans *La Grande Peur des Bien Pensants*, 1931, chapitre IX, page 226 (édition de 1939) : «Joli type de soldat, un homme d'acier, un peu tranchant, un peu aigü dans les angles, profondément bon et aimable quand on le connaît».

²⁵ En juillet 1899, il démissionnera et sera remplacé par le comte Pierre de le Bouilleries, président de la J.R. du Maine et Loire ; cette élection ne sera pas reconnue par le Prince et ce fut en principe Eugène Godefroy, président de la J.R. de Paris, qui obtint le poste, en fait ce fut le vicomte Henri de France, responsable des premier et deuxième arrondissements qui exerça l'autorité puisque Godefroy était alors en prison. Voir *Le Réveil Français* du 3.11. 1899, reprenant le Rapport Bérenger (Haute Cour de Justice).

²⁶ Haute Cour de Justice, *supra*.

²⁷ *Le Réveil Français* du 11.3.1897. Paul Gros en est le président et, en 1899, Jacques de la Massue lui succède. Paul Bézine est président d'honneur. Cette association veut d'abord «lutter contre l'influence et le veulerie des jeunes catholiques».

²⁸ La J.R. de Toulouse a quatre cents ouvriers, beaucoup plus nombreux que les «fils de famille» et le J.R. de Bordeaux est réputée exemplaire en ce domaine. *Congrès National de 1895*, *supra*. Maurice Emery, président de la J.R. de Lyon, réserve une partie des sièges de son comité à des ouvriers. 300 APIII 796 (Rapport du 31.3.1896). Voir note 84.

²⁹ L'organisation de la J.R. du Pas-de-Calais est citée en exemple (*Gazette de France* du 25.3.1897) ; le baron René de France établit une hiérarchie de comités d'arrondissements, de sections de cantons et même, presque partout, de comités de communes. L'Hérault, avec le marquis de Cadolle et André Vincent, le Gard, avec de Cabriac et Sorbier de Pugnadoresse, ont aussi une organisation assez complète (Congrès de Montpellier en avril 1899). La section d'Aimargues, dans le Gard, fondée en 1896, comprend, en y incluant le Cercle de l'Union, six cents adhérents sur neuf cent dix électeurs (*Gazette de France* du 25.3.1896). Le Vaucluse est également bien organisé par le comte d'Adhémar (*Congrès de Toulouse*, en 1896).

³⁰ Cette régionalisation est décidée au Congrès de Rennes, en 1897, (*Le Réveil Français* du 15.3.1897). Il y aura quatre chefs de zones. Marion est le chef de la Zone Nord (*Revue du Nord*, 1965, *supra* note 1).

³¹ Le comte de Chambord, dans son manifeste du 5.7.1871, s'insurge contre cette manœuvre calomnieuse : «Non, je ne laisserai pas, parce que l'ignorance ou la crédulité auront parlé de privilège, d'absolutisme et d'intolérance, que sais-je encore ? de dîme, de droits féodaux, fantômes que la plus scandaleuse mauvaise foi essaie de ressusciter à vos yeux, je ne laisserai pas arracher de mes mains l'étendard de Henri IV...», ou dans sa lettre du 19.9.1873, adressée au vicomte de Rodez-Bénavent : «En être réduit, en 1873, à évoquer le fantôme de la dîme, des droits féodaux, de l'intolérance religieuse, de la persécution de nos frères séparés... du gouvernement des prêtres, de la prédominance des classes privilégiées!... A quels mensonges la mauvaise foi n'a-t-elle pas recours lorsqu'il s'agit d'exploiter la crédulité publique ?»

³² E. Godefroy, *supra* note 21.

³³ *L'Association de la Presse Monarchique et Catholique des Départements* a été fondée, en 1882, par Edouard Grimlot. Le comte de Paris a dû réduire considérablement les subsides accordés à une presse trop uniquement conservatrice et profitant du Ralliement pour ne plus s'occuper que de défense sociale ou de défense religieuse, ou encore cultivant l'équivoque monarchiste mais préférant le bonapartiste Appel au Peuple. Sur une trentaine de quotidiens et d'hebdomadaires, ou de bi ou tri-hebdomadaires, défendant ouver-

tement les idées royalistes, le Midi, surtout aquitain et languedocien, en compte un tiers, l'Ouest un autre tiers, le reste se disperse ailleurs. Souvent on n'ose crier «Vive le Roi!» que le dimanche (Robert Havard de la Montagne, *Chemins de Rome et de France*), Paris, 1956.

³⁴ Article 1 des Statuts : «Travailler au rétablissement de la monarchie, toujours et partout, envers et contre tous et par tous les moyens possibles». Le baron Raoul de Vaux est un des propagandistes les plus ardents.

³⁵ Cette tradition a été reprise par les comités royalistes à partir de 1893, c'est encore un réveil, même s'il est empreint de nostalgie.

³⁶ Des fêtes familiales sont célébrées en novembre 1896, pour le mariage de Marie-Dorothée d'Autriche avec le Prince. La Sainte-Marie ne sera plus célébrée après 1912, la rupture entre les époux étant devenue publique.

³⁷ Telle la promenade en bateau, de Paris à Conflans, le 20.3.1896, que Jean Bourdier tourne en ridicule dans son pamphlet sur le comte de Paris.

³⁸ Congrès royaliste de Propagande, tenu les 21 et 22 juillet, à Paris : *Le Réveil Français* du 27.7.1899 et *La Correspondance Nationale* du 23.8.1899. Henry Durrieux, responsable de la Librairie Nationale, en est chargé.

³⁹ «Monseigneur le duc d'Orléans m'a dit de ne pas continuer l'organisation actuelle, sans toutefois renoncer à notre action de propagande» : marquis de Cadolles, le 25.1.1900, dans le *Réveil Français* du 8.3.1900.

⁴⁰ Selon Eugène Godefroy, *supra* note 21.

⁴¹ Les royalistes et les catholiques ont l'obsession de la Franc-Maçonnerie et le duc d'Orléans réclamera, après bien d'autres, «la séparation de la franc-maçonnerie et de l'Etat». Aux présidents des comités royalistes départementaux, le 25.3.1905.

⁴² Mise en place par le comte de Chambord sous le Second Empire et maintenue par le comte de Paris.

⁴³ F⁷ 12861, juin 1900. Les présidents des comités départementaux sont presque tous propriétaires fonciers et appartiennent à la Société des Agriculteurs.

⁴⁴ N'oublions pas le soutien apporté par de nombreux présidents départementaux à la J.R. Les rapports avec les anciens légitimistes, tel Lur-Saluces, paraissent meilleurs qu'avec les anciens orléanistes, particulièrement avec le président du comité électoral de la Seine, Amédée Dufaure, de 1896 à 1900.

⁴⁵ *Le Nouvelliste de Bordeaux* du 16.1.1898 et E. Godefroy (*supra* note 21) reproduisant ce que disait le comte d'Adhémar, au congrès de Toulouse, en 1896 : «Les premiers vous avez créé une solidarité, un lien entre les royalistes de France» l'expression est reprise par Lambelin (*Gazette de France* du 13.7.1899) : «Nous pouvons être fiers d'avoir établi un lien solide entre les royalistes de France. Personne n'avait songé à cela avant nous... Ce mouvement est très vivant en province et il peut déterminer avant peu le retour de la monarchie».

⁴⁶ Le baron Tristan Lambert représente cette tradition ; il fondera un groupe de J.R. en Seine-et-Marne. Ce syncrétisme monarchique apparaît symboliquement avec le drapeau proposé par la J.R. de France (*Le Réveil Français* du 13.7.1899) : «Le drapeau sera tricolore avec une fleur de lys au milieu, un coq à la hampe, comme cela tout le monde sera content car le coq ressemblera à l'aigle».

⁴⁷ Le comte de Paris avait déjà réalisé cette synthèse, notamment dans sa *Protestation contre l'exil*, le 24.6.1886 : «La monarchie traditionnelle par son principe, moderne par ses institutions... seule elle peut donner à notre société démocratique un gouvernement fort» et ses Instructions de 1887 : «Ce pacte ancien sera remis en vigueur, au nom de la France, soit par une assemblée constituante, soit par le vote populaire». A rapprocher du Manifeste de Chambord, le 5.7.1871 : suffrage universel, contrôle des deux chambres et «le mouvement national de la fin du dernier siècle».

⁴⁸ APIII 796. *Lettre de Charette au Prince*, du II.4.1896, dans laquelle il «se félicite que la J.R. ait une saine doctrine» mais ajoute : «Je vais présider la J.R. de Rennes, le 25 avril, j'avoue que j'éprouve quelques scrupules à entraîner un peu à l'aventure cette jeunesse ardente». En effet il sait être assez mal vu d'E. Dufeulle, chef du Bureau Politique, qui écrit au duc d'Orléans, le 15.4.1896 : «Si la *Gazette de France* n'est pas le parti monarchique, le parti monarchique est encore moins toute la France» et dénonce ceux qui «vivent entre ciel et terre et semblent n'avoir plus de contact avec le pays de 1896», ou encore dans une lettre du 20.4.1896, dit de Charette et du colonel de Parseval : «Ces opinions si parfaites qu'on les puisse trouver ne sont pas partagées par l'immense majorité du pays». C'est le débat entre l'idéal et la force de l'opinion.

⁴⁹ *Le Soleil* du 13.1.1896.

⁵⁰ Assez nombreux sont les députés royalistes qui ont besoin d'un appoint de voix plus ou moins ralliées pour être élus; Si le bloc des sénateurs royalistes de l'Ouest reste important jusqu'en 1914, le retrait est plus rapide à la chambre des députés. Dès 1893, il n'y a plus guère que soixante monarchistes face à trente-cinq ralliés. Les professions de foi et les votes de ces monarchistes démontrent l'existence de nuances importantes : trente-six seulement se battent «pour Dieu et pour le Roi» et en fait il n'y a guère qu'une quinzaine d'irréductibles ; vingt-quatre tournent la difficulté en ne mentionnant pas la République ou en faisant seulement allusion à leurs «opinions bien connues», parmi eux des bonapartistes plébiscitaires et des conservateurs qui acceptent en fait le régime (voir le Barodet). La carte électorale ne correspond pas exactement à celle de la presse, si on retrouve nettement le bastion de l'ouest, en revanche les blancs du midi semblent très minoritaires, sauf dans les Cévennes. L'effectif des députés monarchistes, formant le groupe des Droites, diminue constamment et passe à trente cinq en 1898 puis à une quinzaine en 1914.

⁵¹ Lanjuinais assiste à l'une des dernières réunions de la J.R., pour la Saint-Philippe de 1899 et s'en voit remercié : «Nous sommes d'autant plus heureux de vous voir que vos collègues ne nous gâtent pas» (*Gazette de France* du 2.5.1899).

⁵² Il n'est pas étonnant que Maurras ait épinglé Cochin et d'Haussonville parmi les Princes des Nuées, 1928. Rappelons que d'Haussonville avouera à Maurras : «J'avais peur de l'Empire», haine viscérale du libéral contre le régime césarien. Le duc d'Aumale est pareillement suspecté : *Le Réveil français* du 13.5.1897.

⁵³ *Les Déracinés*, op.cit., ch. XI : «Et plus tard le comte de Paris - dit finement le banquier lettré - C'est notre réserve, ne la découvrez pas !... répliqua gaiement le journaliste gouvernemental».

⁵⁴ Haute Cour, *supra* note 1.

⁵⁵ «Sachez être royaliste, autrefois on l'était par instinct, aujourd'hui par science» (Joseph de Maistre). «Notre force est d'avoir raison» (*La Royale*, chant de l'Action Française).

⁵⁶ Les élus royalistes sont des notables et non des hommes d'appareil, ils sont donc indépendants et se déterminent selon leurs intérêts propres, avant de brandir un drapeau devenu de plus en plus compromettant.

⁵⁷ Le duc d'Audiffret-Pasquier était le beau-frère de Casimir-Périer qui démissionna de la présidence de la République en février 1895. Le Prince donna ses instructions par l'intermédiaire de Louis Buffet, ancien ministre et l'un des survivants de l'Assemblée nationale : «Que nos amis donnent une nouvelle preuve de leur abnégation et de leur patriotisme en s'unissant à tous les bons citoyens pour élire, parmi les candidats : celui qui pourra le mieux préserver en dedans l'ordre et la paix sociale, au dehors la considération et l'honneur du pays». Félix Faure sera élu de justesse contre Henri Brisson. Cette combinaison avait déjà irrité ceux qui, sans l'avouer ouvertement, préféraient la politique du pire.

⁵⁸ Ce fils aîné du duc de Chartres, donc cousin germain du duc d'Orléans, s'était distingué comme explorateur et venait de recevoir la Légion d'Honneur.

⁵⁹ Le Prince avait eu le projet, d'ailleurs vite abandonné, de se présenter aux élections législatives dans la deuxième circonscription de Cholet dont le député, le comte de Maillé, venait d'être élu sénateur. Il s'agissait de se faire connaître et proclamer par le suffrage populaire, de répéter avec d'autres moyens, l'agitation qui

avait valu au Prince le surnom de Gamelle. Le duc d'Orléans avait déjà annoncé au journal *Le Matin*, du 14.3.1895 : «On rentre comme on peut».

⁶⁰ C'est Dufeille qui qualifie ces protestations de «remonstrances». Quant au duc de Lyones, ami très proche du Prince, il est indigné et démissionne du comité. APIII 796.

⁶¹ Le duc d'Audiffret-Pasquier va démissionner et le comité consultatif sera mis en sommeil. Cette lettre, du 3.5. 1896, n'a pas été publiée dans le recueil de *La Monarchie Française* (*supra*, note 13).

⁶² *La Gazette de France* reprend, le 18 mars, un article de *La France*, intitulé «*Chez les Royalistes, Le comité secret*», concluant : «Le prince veut rentrer par tous les moyens et ne veut plus être retenu et, le 19 mars, un article du *Matin*, intitulé «*Les Jeune France*», opposant le clan des fidèles fainéants à la J.R.

⁶³ *La Gazette de France* du 23.9.1897.

⁶⁴ *La Gazette de France* du 8.10.1897.

⁶⁵ Lettre du 26.11.1897, incluse dans *La Monarchie Française*.

⁶⁶ Dufeille est protestant, il fut ami de la famille Prévost-Paradol avant d'être précepteur des enfants de Louis Buffet.

⁶⁷ «Réflexions d'un monarchiste, 1874-1900», E. Dufeille, y dénonce la méfiance maladroite de l'étranger et la confusion entre l'honneur de l'armée et la critique de certaines institutions militaires.

⁶⁸ Cette lettre du 17.12.1897 n'a pas été reproduite dans *La Monarchie Française*. L'entourage du Prince est accusé de «mélisme». Le ministère radical d'H. Brisson avait été remplacé, en avril 1896, par le ministère modéré de Jules Méline, d'ailleurs soutenu par la majorité des parlementaires royalistes. E. Dufeille écrit au Prince : «Méline est moins propice à l'agitation que Brisson, il faut savoir attendre, patienter...». APIII 796.

⁶⁹ *La Gazette de France*, du 22.12.1897, dénonce le «Nouveau Programme» et, le 23.12.1897, dans «*Jeunes et Vieux*» cite Arthur Ranc : «Orléans s'est rallié aux ralliés». Le 26.12.1897, sous le titre «Une nouvelle Triplique», *la Gazette* dénonce un complot ourdi par les «parlementaires outranciers» contre la propagande royaliste qui les gêne en période électorale et en faveur des «combinaisons». Ce serait l'alliance du Pape, du Roi et de Méline.

⁷⁰ *Le Réveil Français*, du 23.12.1897, qui s'en prend à l'«orléanisme» du Soleil d'Edouard Hervé.

⁷¹ Lettre du comte de Chambord à Chesnelong, le 27.10.1873. C'est cette lettre qui provoquera l'échec du projet de Restauration.

⁷² Lettre du 2.1.1898 ; incluse dans *La Monarchie Française* : «La mission que je confie à monsieur André Buffet, attaché à mon Service d'honneur, est donc facile à définir. Elle consistera pour lui à me représenter auprès de vos groupes et à les visiter en vue de me tenir au courant de leurs aspirations, de leurs travaux et de leurs efforts divers». C'est la réalisation du Projet d'organisation de 1896 (*supra* note 20).

⁷³ F⁷ 12853 sur le manque d'autorité de Buffet qui fut désigné comme successeur de Dufeille par une lettre du 14.1.1898 ; incluse dans *La Monarchie Française* ; il y est fait allusion à la J.R. avec laquelle Buffet doit «créer des relations plus régulières et plus suivies».

⁷⁴ 300 APIII 795.

⁷⁵ *Le Nouvelliste de Bordeaux*, du 6.3.1898, reprenant l'*Eclair*. Lur-Saluces, contrairement à *La Gazette de France*, accepte des «hommes d'ordre» pour le principe catholique, sinon royaliste.

⁷⁶ *La Gazette de France*, du 1.3.1898 : «Les trente-cinq mille jeunes royalistes refusent les combines électorales souhaitées par de Claye» (directeur du *Moniteur Universel*).

F⁷ 12437, du 5.1.1898 : La J.R. des Bouches-du-Rhône, présidée par Paul Bontoux, s'élève contre la politique «mélisme» soutenue par F. Fournier, président du comité départemental. L'accusation de «mélisme» est d'autant plus vive que Lur-Saluces avait fait alliance, lors des élections municipales de Bordeaux, avec les radicaux, contre les opportunistes et que «la liste du Pacte» avait triomphé. Les royalistes y gagnaient dix

sièges sur trente six et un poste d'adjoint (*Le Nouvelliste de Bordeaux*, 30 avril, 5, 6 et 12 mai 1896. La liste du Pacte sera battue en 1900 (*Le Nouvelliste de Bordeaux*, du 7.5.1900). Lur-Saluces, pour justifier cette hardiesse, disait : «Une fois l'hérédité du pouvoir acquise tout devient possible».

⁷⁷ *Le Nouvelliste de Bordeaux*, du 15.3.1898 (circulaire datée du 15 mars).

⁷⁸ Il s'agit de Henry de France dans le II^{ème} arrondissement ; de Villemandy dans le V^{ème}, enfin de Jean Sabran-Pontevès dans le XIX^e, où il est soutenu par les bouchers de La Villette, anciens «amis de Morès» pour lesquels il publie un hebdomadaire *Le Clairon de La Villette-Combat*, dirigé par Guixou-Pagès. Thirion a facilité l'opération qui réussit puisque Clovis Hugues, socialiste révisionniste, est mis en ballottage, Sabran-Pontevès obtenant quatre mille deux cents voix au deuxième tour. Janicot offrira un banquet à l'équipe de Sabran pour la féliciter de cette opération de propagande électorale (*La Gazette de France* du 2.6.1898).

⁷⁹ 300 APIII 796 : lettre du 2.6.1898 : «Quant aux instructions du Prince vous savez ce qu'il faut en penser... la triste lettre à Dufeuille apportée par Cochin et le discours de Luynes à Blois...». (Godefroy a dû transmettre cette lettre au duc d'Orléans puisqu'elle se trouve dans ses archives.

⁸⁰ Rapport de 1828, alors qu'il était préfet du Nord. *Traité d'Economie politique chrétienne* de 1834. Interventions à la Chambre des députés, notamment le 22.4.1840.

⁸¹ Le comte de Chambord publie sa lettre aux ouvriers, le 20.4.1865 : «A l'individualisme opposer l'association ; à la concurrence effrénée le contre-poids de la défense commune ; au privilège industriel la constitution volontaire et réglée des corporations libres» (*La Monarchie Française*, page 88). Le comte de Paris a étudié la condition ouvrière en Angleterre et publié, en 1893 : *Une liberté nécessaire : le droit d'association*.

⁸² Lettre du duc d'Orléans à Jules Cornély, du 27.12.1896, non reprise par *La Monarchie Française* (*La Gazette de France* du 30.12.1896) : «Tant d'inexpérience que l'on puisse encore imputer à mon âge, je n'ignore pas la fonction du chef. Elle est maintenant comme autrefois de protéger les petits contre les grands et de faire que, dans notre généreux pays où surabondent tant de mérites désintéressés, l'argent ne soit pas tout». Dans la *Revue de L'Ouest*, du 1.3.1900 ; Henri de Larègle relate des paroles du Prince, sous le titre «A York House» : «Je reviendrai en France et j'y reviendrai grâce à des hommes du peuple. Travaillez à m'acquérir des partisans parmi les hommes du peuple ; ce sont ceux-là surtout que je veux ramener à moi parce que ce sont ceux-là parmi tous les Français pour lesquels j'ai le plus d'affection et de sympathie».

⁸³ Elisabeth Bossan de Garagnol : Le colonel de La Tour du Pin par lui-même. Xavier Vallat : *La Croix*, les Lys et la Peine des Hommes, chapitre VI. René de La Tour du Pin avait organisé en 1888 les Etats de Romans, puis en 1889 la réunion de dix-huit assemblées Provinciales. Il patronnait, avec Albert de Mun, les Cercles catholiques d'ouvriers mais démissionna, en décembre 1895, afin de protester contre la propagande républicaine qui s'y exerçait. L'abbé Maignen, neveu de Maurice Maignen, écarté des cercles pour sa fidélité royaliste, proteste dans une lettre à Albert de Mun (*La Gazette de France* du 1.6.1896). La Commission d'Etudes Législative de l'œuvre des Cercles, présidée par le père de Pascal et dont le rapporteur est Henri Lorin prépare les nombreuses propositions de lois sociales de la Droite royaliste, elles se succèdent de 1883 à 1893.

⁸⁴ A Reims, se réunirent successivement en 1896 : 1) Le Congrès ouvrier chrétien qui, en mars, fonde le Parti Démocrate chrétien, 2) Le Congrès ecclésiastique, en Août, 3) La Réunion d'Etudes Sociales, les 5 et 6 décembre. A Lyon, du 24 au 30 novembre, s'est tenu le Congrès National de la Démocratie Chrétienne, auquel participent La Tour du Pin, Drumont et Jules Guérin. Le terme de démocratie n'est pas repoussé systématiquement par les royalistes. Edmond Béraud l'emploie dans le sens de démophilie (*Revue de L'Ouest*, du 3.3.1897). Le *Clairon de La Villette-Combat* est donné en exemple «d'une vraie démocratie, patriote et honnête» (banquet de *La Gazette de France*, le 2.6.1897). Henri de Larègle prévoit «une royauté démocratique» (*Revue de L'Ouest*, du 20.3.1900).

⁸⁵ Des cercles d'études sociales sont formés dans les groupes les plus importants de la J.R., par exemple à Marseille où le Groupe d'Etudes Sociales Philippe VIII est présidé par Eudoxe Lombardon de Montezan et

comprend environ quatre-vingts participants ; il coexiste avec le Cercle Provençal de Jean Fournier et le comité départemental présidé par Félix Fournier (Haute Cour, *supra* note 1).

⁸⁶ *La Gazette de France* publie un premier communiqué, le 30.9.1896, puis le compte rendu du congrès, les 7 et 8.12.1896. Le comité de la Réunion d'Etudes Sociales comprend : Mayol de Lupé, La Tour du Pin, F. de Ramel, E. de Lur-Saluces, Bézine, Le Normand, le comte de Malherbe ; ces quatre derniers étant des responsables de la J.R. Il y eut plus de cent participants, parmi lesquels intervinrent : Louis de Broglie, Calla, le marquis de Beaucourt, le comte de l'Eglise, le duc des Cars, Charles du Boys, H. de Cardonne, E. Godefroy, J. de Sabran-Pontevès ; ces deux derniers étant des responsables de la J.R.

⁸⁷ Le père de Pascal (S.J.), déclarait à Reims : «Je suis très social parce que royaliste, peut-être plus que parce que catholique. Comme catholique je m'occuperais plutôt de questions de charité que de justice». C'est lui qui détint la chaire La Tour du Pin à l'Institut d'Action Française.

⁸⁸ *La Gazette de France*, du 6.12.1896. Mayol de Lupé : «La Politique serait un art méprisable si elle n'était celui de rendre possible ce qui est nécessaire». Rappelons qu'il fut directeur de L'Union jusqu'à sa disparition en 1883.

⁸⁹ Le comte de Chambord avait écrit une *Lettre sur la Décentralisation* en 1862. Un deuxième projet de loi sur la décentralisation avait été déposé le 13.4.1895 par Lanjuinais, d'Aillières et Ramel. La J.R. elle-même s'était régionalisée (*Le Réveil Français*, du 15.4.1897).

⁹⁰ Les actes du congrès paraîtront en deux volumes sous le titre : «*Royalistes réunis devant le baptistère de Reims*» (Notions fondamentales et documentaires de la doctrine nécessaire aux patrons de demain). 1897. Préface collective. Le premier volume contient les huit rapports et le discours du banquet de clôture. Le second volume contient les actes doctrinaux de Léon XIII, les œuvres pastorales de Mgr Berteaud et de Mgr Pie,...

⁹¹ Président de la J.R. de la Mayenne (voir Michel Denis, *supra* note 1).

⁹² Charles Maurras y collabora fréquemment à partir de 1900.

⁹³ *Le Réveil Français*, du 18.3.1897.

⁹⁴ Le bureau de la Réunion d'Etudes Sociales qui se tient à Paris, en novembre 1897, comprend Parseval, Le Cour Grandmaison, Lur-Saluces, La Tour du Pin, Louis et Henri de Broglie, E. Godefroy, le comte de Failly, Taudière, Urbain Guérin, le père de Pascal, Mayol de Lupé, de Marolles (*La Gazette de France*, du 25.11.1897 et *Le Réveil Français*, du 4.11.1897).

⁹⁵ Adresse reproduite dans *La Gazette de France*, du 5.3.1899. Frédéric Amouretti avait déjà signé un article dans le même quotidien, car il venait de quitter *Le Soleil* après l'affaire de La Patrie Française, sous le titre Retour de Bruxelles il relatait sa rencontre avec le duc d'Orléans.

⁹⁶ C'est un thème du Congrès de Toulouse. *La Revue de L'Ouest*, du 24.3.1896.

⁹⁷ *Le Réveil Français*, du 8.4.1897 annonce la fondation de L'Association des Etudiants Royalistes de Paris dont le président est alors Paul Gros et révèle son slogan affiché aux portes des Facultés. Rappelons la formule de Genoude et Lourdoueix : «Tout pour le Peuple et par le Peuple». Michel Vivier avait étudié ce légitimisme populaire.

⁹⁸ Le procès des Royalistes à Bordeaux. Lb⁵⁷ 12702. Tribunal correctionnel, 15.12.1899.

⁹⁹ Rappelons que Drumont était l'ami de Roger Lambelin (*supra* note 7) et que celui-ci écrivit à la fin de sa vie plusieurs ouvrages afin de dénoncer «L'impérialisme d'Israël» et la conspiration judéo-maçonnique ; il fit aussi une préface aux Protocoles des Sages de Sion dont il tenta une critique.

¹⁰⁰ Après le duel qui coûta la vie au capitaine Mayer, opposé au marquis de Morès, *La Correspondance Nationale*, du 24.6.1893, s'éleva «contre certaines polémiques portant sur des questions de race et de religion» ; les officiers juifs étaient alors l'objet d'attaques. La presse souligna la présence de Rothschild à la cérémonie funèbre en l'honneur du comte de Paris.

¹⁰¹ Jules Guérin disait : «Mes juifs sont vos jésuites».

¹⁰² Henri Brisson : « Nous ne pouvons pas ne pas reconnaître que l'ossature de la République repose sur les juifs, les francs-maçons et les protestants » (Le Réveil Français, du 8.12.1898).

¹⁰³ *La France Juive* est de 1886. *La Libre Parole* est fondée en 1892. La première Ligue Antimaçonnique date de 1889.

¹⁰⁴ Rapport de Maurice Emery sur l'organisation de la J.R. de Lyon, envoyé directement au duc d'Orléans, le 31.12.1896. 300 APIII 796. Rappelons que Georges Bernanos dont les parents étaient royalistes avait presque appris à lire dans Drumont.

¹⁰⁵ Un prédicateur réputé de Lyon, le père Ephraïm, réclame en chaire la restitution des biens volés par les Rothschild. Maurice Emery s'en offusque.

¹⁰⁶ Lettre de Charles Maurras à André Buffet. F⁷ 12861, du 7.5.1901.

¹⁰⁷ La Revue de L'Ouest, du 27.9.1898. Edmond Béraud précise : « Le dreyfusisme n'est plus l'affaire Dreyfus ».

¹⁰⁸ Allocution prononcée à San Remo, le 22.2.1899, en recevant les représentants des Bouches-du-Rhône, du Rhône, du Gard, du Vaucluse, du Var, de l'Hérault (il y a notamment une importante délégation de la J.R. de l'Hérault, derrière le marquis de Cadolle et André Vincent).

¹⁰⁹ *Le Réveil Français*, des 27.7, 3.8, et 10.8, et 10.8.1899. La « Question Juive » est étudiée par la quatrième commission du Congrès de Blois reprenant la Réunion d'Etudes Sociales (rapport de La Tour du Pin sur « La question juive et la révolution sociale », voir *Le Réveil Français*, du 1.12.1898).

¹¹⁰ *Le Réveil Français*, du 28.4.1898 : « Si le juif est sage qu'on le tolère - S'il veut accaparer qu'on l'expulse - S'il trahit qu'on le supprime - Défions nous tous de lui mais ne le persécutons jamais ».

¹¹¹ *La Gazette de France*, du 5.5.1898 titre : « A La Villette » et présente le candidat « royaliste et antijuif ». Une délégation ouvrière de La Villette est reçue par le duc d'Orléans à Bruxelles, le 20.6.1899. Zeev Sternhell, *op.cit. supra*, ne cite jamais la J.R. Cet auteur semble amalgamer les violences algériennes avec les manifestations, aux violences exceptionnelles, qui éclatèrent en France même au moment du procès Zola (janvier-février 1898).

¹¹² A. Meyer joua un rôle important dans l'équipée de Gamelle, en février 1890, ce qui ne dut pas plaire au Prince et on le lui fit sentir lors des obsèques du comte de Paris. En 1899, est divulgué par *Le Figaro* un télégramme confidentiel du Prince au duc de Luynes, qualifiant « ce juif immonde... dont le royalisme n'est qu'une manœuvre et l'attitude dans cette triste affaire Dreyfus une pure affaire digne de sa race. Il ose encore parler d'honneur oubliant sa fameuse parade » (allusion à son duel avec Drumont). Lur-Saluces crie « A bas les juifs ! » devant *Le Gaulois*, lors de la manifestation du 25.12.1897.

¹¹³ *Le Réveil Français*, du 2.12.1897.

¹¹⁴ La J.R. du Nord semble particulièrement antisémite. *La Revue du Nord*, *op.cit. supra*, L'auteur précise que le ton est donné par « les étudiants nationalistes, antisémites et tapageurs ».

¹¹⁵ Urbain Gohier quitte *La Correspondance nationale* pour *Le Soleil* (Revue de L'Ouest, du 4.2.1898) et bientôt l'Aurore. Jules Cornély quitte *Le Gaulois* pour *Le Figaro*. *Le Soleil* prend une attitude de plus en plus dreyfusarde puisque Hervé de Kérouhant s'inscrit le 30.11.1898 sur la liste de protestation en faveur de Picquart, publiée par *Le Rappel* ; après avoir pris la direction du quotidien, à la mort de son frère, Edouard Hervé (*Le Soleil*, du 2.5.1899), avant de démissionner (*Le Soleil*, du 7.11.1899) et d'être remplacé par Ambroise Rendu (*Le Soleil*, du 30.12.1899). Rappelons que Dufeuille apparaît aussi nettement dreyfusard dans ses Souvenirs. Cf. J.M. Mayeur, Les catholiques dreyfusards, *Revue Historique*, avril-juin 1979.

¹¹⁶ F⁷ 12862 (Papiers Buffet). Le questionnaire serait peut-être de la main même du Prince, selon le rapport de police et semble dater de la fin de l'année 1899 ou du printemps 1900 puisqu'il demande quels sont les effets des poursuites ? Si la réorganisation de la J.R. est utile ? Notons parmi les questions : 1) N'y-a-t-il pas lieu de différencier la juste guerre contre les ploutocrates de l'antisémitisme, guerre de race et de religion ? 2) Les juifs ne sont pas les seuls détenteurs de la fortune. La lutte contre la féodalité financière ne devrait-elle

pas s'étendre, dès lors et logiquement, à tous les représentants de la centralisation capitaliste ?... 3) A présent que l'affaire Dreyfus est calmée et qu'un apaisement est à tenter, n'admettez-vous pas qu'il soit utile et juste de concéder que la majorité des dreyfusards était guidée par le seul sentiment de la justice ? Est-il juste de confondre le parti royaliste et le parti clérical ?

117 *La Correspondance Nationale*, du 14.1.1898.

118 300 APIII 796, lettre du 25.3.1896.

119 300 APIII 796, lettre non datée, probablement d'avril 1896, relatant un entretien avec Rouvier, ainsi que des ouvertures précises du général de Boisdeffre, par l'intermédiaire de son chef de cabinet ; elle évoque aussi les espérances suscitées par le général Jamont que l'on compte voir bientôt nommer gouverneur militaire de Paris.

120 Lettre du duc d'Orléans à Déroulède, du 10.10.1895, reprise dans *La Monarchie Française* : «La royauté n'est pas un parti, dit votre Duguesclin... Henri IV, qui conquiert son trône moins par son épée que par le plébiscite des cœurs... à vous, Monsieur, qui êtes brave et bon». Déroulède répondra : «Je n'exclus de ce plébiscite la candidature d'aucun Français» (*La Revue de L'Ouest*, du 26.11.1895).

121 *La Gazette de France*, du 4.1.1899. Lettre de Nouvel An de la J.R. de Paris, du 28.12.1899. *La Gazette de France*, du 4.1.1899 : communiqué de la J.R. de la Nièvre qui «Flétrit une fois de plus le gouvernement anti-national ou la république inféodée aux juifs et aux étrangers. Espère que l'armée, justement exaspérée, ne laissera plus longtemps déshonorer la France».

122 Voir le recueil de *La Monarchie Française* : 1) lettre au colonel de Parseval, le 26.11.1897 : «L'honneur de l'armée ! qui plus que moi aurait à cœur de le défendre ?» 2) manifeste du 21.9.1898 : «Sous prétexte d'innocenter l'homme que les tribunaux ont condamné comme traître, c'est l'armée qu'on veut détruire et la France que l'on veut perdre. Nous ne le permettrons pas ! 3) allocution de San Remo, le 22.2.1899 : «Aimons de tout cœur cette armée qui est l'incarnation de la patrie et notre sauvegarde à tous !» 4) discours à York House, le 31.1.1900 : «Je fais appel à tous ceux qui se rencontrent dans le même amour de la patrie et de l'armée». Voir aussi Michelin, secrétaire de la J.R. de Paris : «La monarchie ne se fera pas dans les salons mais dans la rue» (*Haute Cour-Rapport de Godefroy à Buffet*, le 1.6.1898).

123 *La Gazette de France*, du 11.2.1899, transcrit un discours de Rosambo, prononcé salle Hoche, le 6.2.1899 : «Il faut être en politique français avant tout, patriote, nationaliste, nationalisant pour se servir si cela nous convient des votes de Sabran : il faut être français, j'ose vous le dire, avant même d'être royaliste!... et n'étant plus royaliste que parce que français, vous n'irez au roi que parce qu'il est nécessaire au pays».

124 *La Gazette de France*, du 18.1.1899 : «Assez de rêves et de regrets superflus. Il faut enfin raisonner. (La Monarchie) n'est pas une affaire de sentiment, moins encore de religion... Soyez des violents. Saintes baïonnettes de France, protégez nous, le temps de l'action est venu». Cela devait heurter beaucoup de sensibilités, puisque Lamarzelle disait au Congrès Royaliste de 1905 : «Je suis royaliste parce que je suis catholique» (*Le Réveil Français*).

125 *La Gazette de France*, du 13.7.1899 (compte rendu du procès de la J.R. de France) : «Mais il ne suffit pas de faire des conférences, il faut que l'on sache que nous sommes prêts à employer tous les moyens... à descendre dans la rue et à faire le coup de force le jour où cela sera nécessaire !» *La Correspondance Nationale*, du 20.8.1899 publie un communiqué de la J.R. de Paris : «Dans les circonstances actuelles ils sont disposés à se solidariser pour la défense du drapeau national avec les diverses fractions de l'opinion publique qui en ont gardé le culte, étant plus que jamais résolus à en assurer le respect par tous les moyens».

126 *La Gazette de France*, du 31.8.1899 : article intitulé «Les idées de M. Cornély». Cornély fut aussi un collaborateur de *Samedi Revue*.

127 *La Revue de l'Ouest*, du 15.8.1899. E. Béraud salue une revue nouvelle, *L'Action Française*, et souligne : «qu'être royaliste c'est être nationaliste, dans toute l'acception du mot» (cf. le nationalisme intégral), mais il suspecte «un nouveau boulangisme qui diviserait le mouvement royaliste».

¹²⁸ Discours du 31.1.1900 ; à York House, prononcé devant les condamnés, poursuivis et réquisitionnés, particulièrement la J.R.

¹²⁹ *Le Réveil Français*, du 29.3.1900, reprend cet article publié dans *Le Soleil du Midi*.

¹³⁰ F 12437 du 7.11.1896.

¹³¹ *La Revue de L'Ouest* du 9.12.1896. Manifestation, le 29.11.1896, devant le théâtre de la Porte Saint-Martin, avec plus de six-cents ouvriers royalistes parisiens, en présence de Charette, Ramel, Baudry d'Asson, Lambelin...

¹³² *La Revue de L'Ouest*, du 25.6.1895, du 3.6.1897, elle semble fêtée chaque année depuis 1893.

¹³³ Rapport Bérenger (Haute Cour), repris par *Le Réveil Français* du 3.11.1899 : manifestations du 25.9.1898 (Cercle Militaire), 25.10.1898 (démission de Brisson), 12.12.1898 (Cherche Midi), 18.2.1899 (élection de Loubet), 4.6.1899 (Auteuil). Georges Bernanos, dans *La Grande Peur des Bien Pensants* ignore la J.R. et ne parle que de l'Oeillet Blanc.

¹³⁴ *La Correspondance Nationale*, du 31.5.1899 et la *Revue de L'Ouest*, du 6.6.1899 signalent à cette manifestation : Le Cour Grandmaison, Lamarzelle, Ramel, Luynes, Sabran-Pontevès, Godefroy, Lambelin.

¹³⁵ *La Gazette de France*, du 7.5.1899. Le président de l'Association des Etudiants Royalistes est alors Jacques de la Massue.

¹³⁶ La J.R. de Montpellier manifeste à Pignan (*La Revue de L'Ouest*, du 22.7.1899). Le 4.6.1899, ce sont les J.R. de Montpellier, Bordeaux, Nantes, Toulouse (F⁷ 12437).

¹³⁷ Plusieurs télégrammes adressés au duc d'Orléans les 17.18 et 19.2.1899 sont cités devant la Haute Cour, notamment : «Tous vos hommes sont prêts», puis «Inutile de venir». Les royalistes - ayant la fortune, l'instruction, la situation mondaine - se faisaient beaucoup d'illusions (F⁷ 12861, du 28.7.1900). Michelin, secrétaire de la J.R., rédige un rapport sur la Ligue des Patriotes, le 3.12.1898, ainsi annoté par Buffet : «A nous Déroulède, à nous Guérin, Coppée, Lenôtre, Monteil... rien ne les sépare de notre Prince, rien ne les sépare de notre Roi». Les royalistes versent des sommes importantes à la Ligue Antisémite et peut-être à la Ligue des Patriotes (fonds Boni de Castellane). Zeev Sternhell croit à l'indépendance de cette dernière. Buffet et Déroulède se rejettent mutuellement la responsabilité de l'échec du coup de force tenté le 23.2.1899.

¹³⁸ Julien de Lagonde, 1854-1910, directeur de *L'Express du Midi*, eut ses principaux articles rassemblés dans un recueil posthume intitulé «Trente ans de fidélité», paru en 1912. Alors qu'il était directeur du *Nouvelliste de la Sarthe*, il y publie un article, «Si j'étais Roi».

¹³⁹ Sur toute cette période et les discussions entre les divers mouvements nationalistes, voir *La Ligue de la Patrie Française* (1898-1902), par Philippe Charpentier de Beauvillé (thèse de troisième cycle, Paris IV, 1977). Charles Maurras, dans *Le Tombeau du Prince*, 1927, tire les conclusions de cet échec, à la page 93 : «Que manqua-t-il donc ? Ce fut, je crois, vers le début, en 1899, lorsque l'occasion favorable se présentait, un degré de préparation intellectuelle et morale que le pays possède aujourd'hui, qui alors n'était pas atteint : ni les honnêtes gens ni les patriotes n'étaient fixés sur la véritable cause de nos malheurs publics. On ne savait pas qu'elle s'appelait république.

¹⁴⁰ *Le Réveil Français*, du 13.7.1899, donnant le compte rendu du procès de la J.R. de France, devant la neuvième chambre du tribunal correctionnel de Paris : «Une avant-garde qui n'engage qu'elle-même», c'est ainsi qu'elle se définit.

¹⁴¹ *La Correspondance Nationale*, du 13.9.1899. Pierre Bertin de Sornais, qui faisait alors fonction de président de la J.R. de Paris, à Bérenger (Haute Cour).

¹⁴² *La Revue de L'Ouest*, du 28.2.1899. *La Gazette de France*, du 27.2.1899. A. Buffet, R. de Vaux, Chevilly, Monicourt, Sabran-Pontevès, Bertin, Godefroy, Guixou-Pagès... font partie de la première fournée des dix-sept perquisitions. Les papiers Buffet révéleront une liste de hauts fonctionnaires dont la nomination

était prévue en cas de succès, on y trouve plusieurs membres de la J.R. : Princeteau, Bézine, Guermonprez, Bastard, Lambelin, Joantho, Taudière, Gibert, Guixou-Pagès, Godefroy... Les perquisitions se poursuivent, par exemple chez Bourmont de la J.R. (*La Revue de L'Ouest*, du 11.4.1899).

¹⁴³ Procès de la Fédération de la Jeunesse Royaliste de France. L'inculpation s'appuie sur l'article 231 d'une loi de 1834 qui n'était plus appliquée mais interdisait une association non autorisée de plus de vingt personnes. Le *Réveil Français*, du 13.7.1899 et *La Correspondance Nationale*, du 21.6.1899, donnent le compte rendu du procès. Parmi les prévenus : le comte de Bastard (né en 1850, famille de hauts magistrats), le marquis de Cadolle (ancien officier), le comte de Failly (secrétaire politique de Ramel), A. Choppin (père avocat à la cour de cassation), le comte de Bourmont (archiviste-paléographe). Le verdict est indulgent, seize francs d'amende avec sursis mais c'est un avertissement.

¹⁴⁴ Le 12 août 1899, il y a soixante-quinze arrestations, dont plus de la moitié parmi les royalistes ; vingt-deux restent prévenus le 18 septembre, quatorze le 14 octobre. Les débats sont évoqués par Barrès dans *Scènes et Doctrines du Nationalisme*, ainsi que dans les huit volumes sur la Haute Cour. Il y a trois coutumes : E. de Lur-Saluces, M. Habert, R. de Vaux. Les deux premiers seront jugés ensuite et séparément : Habert en février 1900 et Lur-Saluces en juin 1901.

¹⁴⁵ Buffet et Déroulède furent condamnés à dix ans de bannissement, Guérin à dix ans de détention dans une enceinte fortifiée (peine commuée en bannissement en 1901). Habert et Lur-Saluces furent condamnés à leur tour à dix ans de bannissement. L'amnistie n'intervint qu'en 1905. Georges Bernanos, dans la Grande Peur des Bien Pensants (p. 355 de l'édition de 1933) : «Ainsi s'acheva sur une parodie de tribunal révolutionnaire manœuvrant une guillotine pour rire ce XIXe siècle qui a fourni le modèle de toutes les révolutions, une seule exceptée, la révolution pour l'ordre. De cette dernière pourtant la semence venait d'être jetée quelques mois plus tôt, exactement le 25 juin 1899 ; par les fondateurs de l'Action Française...».

¹⁴⁶ *Le Réveil Français*, du 28.9.1899. En dehors de Paris, c'est Bordeaux, le Gard et l'Hérault qui étaient les mieux organisés ou les plus redoutées du régime. On peut citer aussi les départements suivants : Ain, Allier, Aude, Bouches du Rhône (Cercle Provençal, Xavier de Magallon...), Calvados, Charente, Haute-Garonne, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Inférieure, Isère, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Nièvre, Nord, Basses-Pyrénées, Pyrénées Orientales, Orne, Rhône, Sarthe, Haute-Saône, Seine-Inférieure, Vaucluse, Vendée, Vienne, Haute-Vienne.

¹⁴⁷ *Le Réveil Français*, du 8.12.1899 : La J.R. du Havre, présidée par Barthelmé, est la première victime ; du 16.12.1899 : Montpellier, Bordeaux ; du 4.1.1900 : Lyon, Narbonne, Alès, Marseille (acquittement), Agen ; du 11.1.1900 : Le Mans (appel a minima du parquet) ; du 18.1.1900 : appel a minima contre Montpellier et Tours. Voir aussi F⁷ 12854.

¹⁴⁸ Protestation du 24.6.1900, dans *La Monarchie Française*.

¹⁴⁹ A York House, le 31.1.1900, dans *La Monarchie Française* : «...vous qui, sur tous les points de France, avez été perquisitionnés et condamnés, mes chers amis de la vaillante J.R.».

¹⁵⁰ F 12861 : comité central de la J.R. de France, en janvier 1900, avec notamment : Bézine, Castillon de Saint Victor, Bertin, R. de Vaux, le comte de Failly, Bourmont, Choppin, de Fouquières, Fréchencourt, Merveilleux du Vigneau, E. Godefroy (qui vient d'être libéré).

¹⁵¹ *La Revue du Nord*, op.cit. supra. Reconstitution de la J.R. du Nord en comités d'arrondissements, conférences... mais des querelles aboutissent à une nouvelle dissolution, en janvier 1901.

¹⁵² F⁷ 12861, de juin 1900, voir aussi supra note 39.

¹⁵³ F⁷ 12861 et *La Revue de L'Ouest*, du 1.8.1901, sur les nouvelles instructions du Prince. Les ex groupes de la J.R. seront désormais intégrés pour l'action et la propagande, à côté et sous les ordres des présidents des comités départementaux. «Il ne paraît pas qu'après les poursuites exercées contre les groupes, la J.R. puisse continuer à fonctionner sous la forme d'association ; Il convient cependant d'assurer à la cause le bénéfice des services qu'elle a rendus».

¹⁵⁴ «*Une Exécution nécessaire*», rapport sur les incidents de décembre 1910 à la section de Toulouse, par A. Morel, secrétaire. A. Morel rappelle le succès des manifestations royalistes à Toulouse, en 1898-99 et comment la Haute Cour fut suivie d'une trahison : «Grâce à des manœuvres perfides, la confiance du Prince fut surprise par de faux renseignements et les J.R. furent dissoutes. Les représentants du Prince, ignorants de la trahison, durent, la mort dans l'âme, exécuter les ordres supérieurs. Les J.R. furent donc frappées au moment où elles étaient en passe de faire triompher la cause du Prince». Le raccourci de l'auteur est abusif mais il est intéressant de signaler sa comparaison entre J.R. et A.F., celle-ci étant alors menacée du même sort que la précédente.

¹⁵⁵ *La Revue de l'Ouest*, du 21.8.1900 : intervention de Bézine à la Sainte Marie de Paris.

¹⁵⁶ *La Revue de l'Ouest*, du 19.5.1900.

¹⁵⁷ *Le Réveil Français*, du 3.8.1900.

¹⁵⁸ *La Revue de l'Ouest*, du 13.1.1900 : R. Lambelin semble l'héritier présomptif de Buffet. F⁷ 12861, du 1.1.1903 : Bézine n'est qu'un porte-plume ou à peu près.

¹⁵⁹ Voir *supra* note 156. Eugène Godefroy devait se brouiller avec Charles Maurras à l'automne 1903 et ils devaient se battre en duel, en février 1904. (*La Gazette de France* et F⁷ 12437).

¹⁶⁰ Voir *supra* note 155.

¹⁶¹ Mayol de Lupé, pionnier du légitisme social et du catholicisme le plus fervent, presque tous ses enfants sont religieux ; il semble hostile à l'antisémitisme. Président du comité royaliste de la Seine de 1900 à 1903, il retrouve la faveur du Prince en 1906 (F⁷ 12861). Maurras écrit à Buffet, lettre du 7.5.1901 : «Hervé de Kérohan et Mayol de Lupé, même trahison» (F⁷ 12861). en F⁷ 12437, décembre 1900, on le qualifie «d'autoritaire et indépendant». Le général Donop, passé au cadre de réserve, servit de conseiller militaire au Prince, il préside le comité de la Seine jusqu'en 1909 et meurt en 1910. Castillon de Saint Victor, connu en tant qu'aéronaute, fut l'un des fondateurs de la J.R. de Paris ; il refusa de se rallier à l'Action Française et présida le comité de la Seine de 1909 à novembre 1913, date à laquelle il entra dans la compagnie de Jésus.

¹⁶² Article écrit dans *Le Soleil du Midi* et repris par *La Revue de l'Ouest*, du 17.3.1903.

¹⁶³ *Le Réveil Français*, du 18.6.1903.

¹⁶⁴ L'A.F. s'inspire dans cette formule d'Anatole France, dans *L'Orme du mail* (chap. 6), Paris, 1897.

¹⁶⁵ Godefroy fonde à cette occasion *Le Clairon de la Croix Rousse*.

¹⁶⁶ Henri de Larègle né en 1873, ne joue un rôle important qu'à partir de 1900 ; il fait partie de la délégation de la J.R. reçue le 25.1.1900 par le Prince qui lui parle des questions sociales auxquelles il s'intéresse particulièrement. Sabran-Pontevès lui confie sa succession à La Villette, le 31.5.1903 (*Le Réveil Français*, du 21.1.1904). Larègle renouera avec le comte de Paris en 1937, lorsque celui-ci prendra ses distances avec l'A.F.

¹⁶⁷ Ancien président de la J.R. de la Gironde.

¹⁶⁸ *La Revue de l'Ouest*, du 28.9.1902. Louis de Joantho, ancien de la J.R. de Bordeaux, est alors président du comité des basses Pyrénées.

¹⁶⁹ *Le Réveil Français*, du 28.11.1901. L'Avant-Garde, présidée par Firmin Bacconnier, est liée aux groupes ouvriers de l'action Royaliste Populaire dépendant directement du comité de la Seine et héritée de la J.R. L'Avant-Garde deviendra L'Accord Social. Cf. Zeev Sternhell, *op.cit.*, pp. 372-384.

¹⁷⁰ *Le Réveil Français*, du 30.4.1903. Tradition et Progrès est présidé par le général Récamier, secondé par le colonel F. de Parseval. *La Revue catholique et royaliste*, fondée en 1901, sous le patronage du général de Charette, recueille aussi de nombreux adhérents de l'ancienne J.R.

¹⁷¹ L'Entente Nationale est une association fondée par le docteur Le Fur. *La Revue de l'Ouest*, du 14.7.1904, évoque une réunion où parleront : Paul Bourget, Lamarzelle, L. de Montesquiou (Action Française), H. de La-

règle, Marc Sangnier (Le Sillon), Copin-Albancelli, le docteur Rondeau et en présence de Maurras. E. Gilson, dans *La Philosophie et la Théologie*, 1960, écrit (p.64) : «tous (les disciples de Laberthonnière et les sillonistes) se proclamaient thomistes et, autant qu'il m'en souviene, tous se rangeaient en politique aux côtés de Charles Maurras». Cette opinion est d'ailleurs contestée par Jeanne Caron, dans *Le Sillon et la Démocratie Chrétienne*, 1967. Confirmant Gilson, cf. Joseph Serre, *Vers l'Union. Le Sillon et l'Action Française*, Paris, 1911.

172 Les congrès insistent sur la doctrine sociale, se voulant les continuateurs de la Réunion d'Etudes sociales liée étroitement à la J.R. *Le Réveil Français* donne le compte rendu des trois congrès, mai-juin 1905 ; 1906 et 1907. Dès 1908, une Droite Royaliste se reforme à la Chambre des députés, sous la présidence de Lanjuinais, sursaut des parlementaires provoqué par les congrès.

173 H. de Larègle aurait voulu réduire l'Action Française au rôle de la J.R., jouant les francs-tireurs (Instructions de novembre 1910), comparable à une «avant-garde n'engageant qu'elle-même» (*supra* note 140).

174 La retraite de Castillon de Saint Victor, en novembre 1913 ; fut suivie de la mort du vice-président du comité de la Seine, Pierre Bertin, en décembre 1913. En février 1914, Gaillard de Lavalde leur succède et accepte de cohabiter avec l'A.F., bien qu'appartenant à la même tendance que ses prédécesseurs.

175 Le quotidien populaire prévu en 1899 aurait-il pallié cette lacune ? (Haute Cour, avec des indications sur les sommes versées par diverses personnalités, notamment mesdames Porgès et d'Adelsward).

176 Voir la thèse exposée par Philippe Charpentier de Beauvillé, *op.cit. supra*.

177 «M. La Tour du Pin n'est pas d'Action Française, c'est l'Action Française qui est de M. de la Tour du Pin».

178 Maurras lui rend hommage, notamment dans *Le Tombeau du Prince*, publié en 1927 (pp. 31 et 32).

179 *Un Royaliste*. Roger Lambelin, *op.cit. supra*, voir pp. 187 à 189, l'hommage de Maurras qui rappelle une amitié remontant à 1887, d'abord à Samedi Revue, puis à La Gazette de France, évoque «le fondateur et président général des Jeunesses Royalistes... Il appartenait à cette génération de royalistes animés d'une telle fidélité et d'un tel sentiment de la nécessité du roi pour la France que ces sentiments suffisaient à le soutenir. Ni l'espoir ni la vue des possibilités offertes ne lui manquaient, certes, et son activité, pendant la période obscure de l'affaire Dreyfus, en témoignait. Quel malheur national que l'Action Française, au lieu de se fonder à cette époque, n'ait pas eu derrière elle nos trente ans de fermentation et de propagande !»

180 Au Signe de Flore, p. 174 (édition de 1923) : «Bien que le coup de force (la Haute Cour) eût pour objet d'imposer un désarroi provisoire à tout le système d'opposition, ni la Patrie Française, ni l'Action Française ne furent touchées. Barrès put continuer son réquisitoire de Rennes.

181 Compte rendu dans l'Action Française mensuelle, du 15.12.1910.

182 Ancien président de la J.R. de la Nièvre.

183 F⁷ 12862, du 25.9.1908 : «L'Action Française voudrait provoquer une nouvelle Haute Cour, afin d'effacer le souvenir de la précédente».

184 Enquête sur la Monarchie, pp. 35 à 101 (édition de 1928), intitulés «Chez M. André Buffet» et «Chez le comte de Lur-Saluces», s'achevant par la fameuse question : «Oui ou non, l'institution d'une monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée, est-elle de salut public ?». *Le Tombeau du Prince*, publié en 1928, pp. 32 et 33 : «Le Prince daignait m'apporter la confirmation, la ratification éclatante de l'essentiel des idées que ses deux amis, les deux témoins bannis par la Haute Cour, avaient émises sur la réforme des réformes : la réduction de l'étatisme et le principe décentralisateur».

185 Ce premier fascicule est publié à cinq cent mille exemplaires. F⁷ 12862 (Papiers Buffet), du 20.9.1900 : A. Buffet écrit au sujet de l'Enquête : «Il s'agit en effet, et surtout, de constituer une élite capable de com-

prendre enfin la doctrine monarchique et de s'y rallier» et il lance un appel aux présidents des anciens groupes de la J.R. et à la presse locale.

¹⁸⁶ *Enquête sur la Monarchie, op.cit.supra*. Préface de 1909, p.7.

¹⁸⁷ Tout au moins jusqu'au «Dilemme de Marc Sangnier» : *Le Sillon* du 25.5.1904 et *L'Action Française*, mensuelle, du 1.7.1904. La collaboration se poursuit encore quelque temps (*supra* note 176).

¹⁸⁸ *Le Tombeau du Prince, op.cit.supra* : pp. 23, 24, 29, 79.